

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Effort pour la Culture (*Amédée Dunois*). — La Commune et les Paysans (*Maurice Dommanget*). — La nouvelle politique économique du gouvernement soviétique (*Pierre Pascal*). — La Jeunesse Communiste et son rôle (*N. Lénine*). — L'Angleterre, puissance mondiale (*E. Varga*).

La question Polonaise et l'Internationale (*Karl Radek*). — La Vie économique en Russie : Dans les Salines de l'Oural (*N. Karintsev*) ; Revue économique du Turkestan en 1920 ; Les Inventions en Russie ; La fabrique d'appareils de T. S. F. ; Le premier train-scierie (*Ivan*).

Effort pour la Culture

LVIDEMMENT un congrès administratif n'est pas du tout un congrès de politique générale ; c'est un congrès d'affaires, et d'affaires plutôt privées. Ni la doctrine, ni la tactique n'y sont en cause, mais l'organisation matérielle, la structure du Parti, son aménagement intérieur. Que des débats d'une telle sorte puissent s'élever à des hauteurs vertigineuses, cela est d'autant plus douteux que les doctrinaires et les tacticiens du parti y participent moins volontiers, et préfèrent laisser le champ aux praticiens de l'action quotidienne, à ceux qui ont coutume de se donner à eux-mêmes (on ne sait pas très bien pourquoi) le nom d'*humbles militants*.

Eh bien ! il m'a paru que notre congrès de Pentecôte était avant tout composé de ces *humbles militants*, de ces hommes obscurs sur qui repose tout l'édifice du Parti, de ces sous-officiers et caporaux admirables qui, par leur présence constante au sein de nos sections, entraînent la masse en haleine et qui, par le verbe et le geste, la préparent aux combats futurs.

La défection, à Tours, de tant de « capitaines » (qu'on me passe ce langage militaire, mais il dit bien ce qu'il veut dire ; et puis, dans un parti discipliné et aguerri comme le parti communiste, n'est-ce pas le langage le mieux approprié ?) — la défection des capitaines a

eu pour conséquence automatique de promouvoir sergents et caporaux au rang des officiers.

Tel est le résultat habituel de tous les soubresauts de l'histoire ; les cadres, à chaque fois, se séparent des troupes, auxquelles incombent, à chaque fois, l'obligation de constituer de nouveaux cadres, plus aptes que les anciens, au rôle qu'on attend d'eux. Longuet, qui se console comme il peut de ses erreurs, de ses fautes et de ses déboires, n'a pas craint d'écrire que toute l'ancienne *élite* a passé à la dissidence. Si, par *élite*, Longuet entend les *cadres*, il a en partie raison ; il n'est pas niable qu'ils sont nombreux en effet ceux qui nous ont quittés parmi nos anciens chefs. Pour ma part, je ne le regrette pas. Des chefs qui abandonnent une troupe à la veille de la bataille n'étaient pas dignes d'être des chefs. Bon voyage, quand ils s'en vont ! Une troupe peut se passer, à la rigueur, de chefs ; elle ne cesse pas pour cela d'exister. Mais des chefs que personne ne suit plus — on l'a bien vu hier au Père-Lachaise ! — autant dire qu'ils sont les *égaux* du néant...

Mais s'il est vrai que l'*élite* nous a abandonnés, autant est-il vrai que notre tâche la plus urgente doit consister à nous en refaire une, à nous reconstituer des cadres. Le merveilleux instinct des masses socialistes les a poussés à la III^e Internationale, non seulement parce

qu'elle est la fille de la Révolution russe — et cela, c'était déjà suffisant — mais encore et surtout parce qu'elle est l'Internationale de l'action et non plus de la phrase, de la lutte et non plus de l'éternelle transaction, de la révolution universelle enfin, et non plus des opportunités nationales, pour ne pas dire des nationalismes opportuns.

Mais l'instinct ne sera jamais une base solide. La base solide, inébranlable, c'est toujours la culture. La base du Parti Communiste, c'est l'éducation communiste des masses et des cadres. L'éducation, voilà ce qu'attend de nous la III^e Internationale, et non pas la révolution immédiate qui, par malheur, ne dépend pas de nous. Puissions-nous, amis communistes, n'être pas inférieurs à la tâche qui nous est impartie : l'avenir de la révolution dépend de ce que nous saurons faire en tant qu'éducateurs et que propagandistes.

Un écrivain catholique, M. Goyau, confessait l'autre jour que le plus grand péril qui menace l'Eglise, en ce commencement d'un siècle si plein de périls pour toute religion d'autorité, ce n'est pas la libre pensée ni même le socialisme : c'est la dégradation intellectuelle des prêtres, leur ignorance, leur pauvreté d'esprit ; si l'Eglise périclète, ce ne sera pas sous les coups de ses ennemis extérieurs, c'est que, de l'intérieur, elle aura été inintelligemment défendue. — Méditons cet aveu d'un catholique averti : il ne vaut pas seulement pour le catholicisme.

La III^e Internationale a besoin de militants instruits et capables, à tous les échelons de ce qu'on pourrait appeler — n'ayons pas peur, encore un coup, des mots — la hiérarchie communiste. C'est à former ces militants que nous devons nous ingénier sans cesse. Le Parti, depuis Tours, l'a heureusement compris. Il s'est efforcé d'élever le niveau de la culture et de la propagande. Nous avons à Paris une « Ecole du Propagandiste », créée par la Fédération de la Seine, et une « Ecole communiste-marxiste » qui n'a pas, que je sache, de caractère officiel. *Le Bulletin de la Presse de Province*, outre qu'il fournit nos hebdomadaires départementaux d'articles inédits généralement bien faits, donne des plans de conférences d'une excellente tenue et qui ont pour objet de renouveler le bagage de faits et d'idées de ceux qui portent dans les masses la parole communiste.

Est-ce assez ? Non, pas assez. L'éducation que dispense la presse est presque essentiellement pratique. Il est indispensable que partout et toujours, la brochure et le livre viennent à

la rescousse du journal. La *Bibliothèque communiste*, avec ses traductions du russe, a beaucoup fait à cet égard ; elle continue, *l'Etat et la Révolution*, de Lénine, est actuellement sous presse, et la *Librairie de l'Humanité*, en qui la Bibliothèque communiste ne tardera guère à se fondre, prépare un programme d'éditions et de rééditions aussi abondant que varié, où Marx et Jaurès, éclectiquement réunis, tiennent la meilleure place.

Est-il possible d'aller plus loin dans cette voie ? Beaucoup plus loin. Il ne suffit pas de publier, il faut faire circuler ce qu'on publie et surtout le faire lire.

Les conférences dans les sections traitent le plus souvent de questions actuelles, intéressant l'action immédiate — l'action, éducatrice aussi, et la plus puissante de toutes ! — Il est bon que cela soit ainsi. Des conférences trop fréquentes sur des sujets trop généraux et pour ainsi dire abstraits, feraient perdre à la section ce caractère de groupement de combat qu'il lui faut au contraire maintenir absolument.

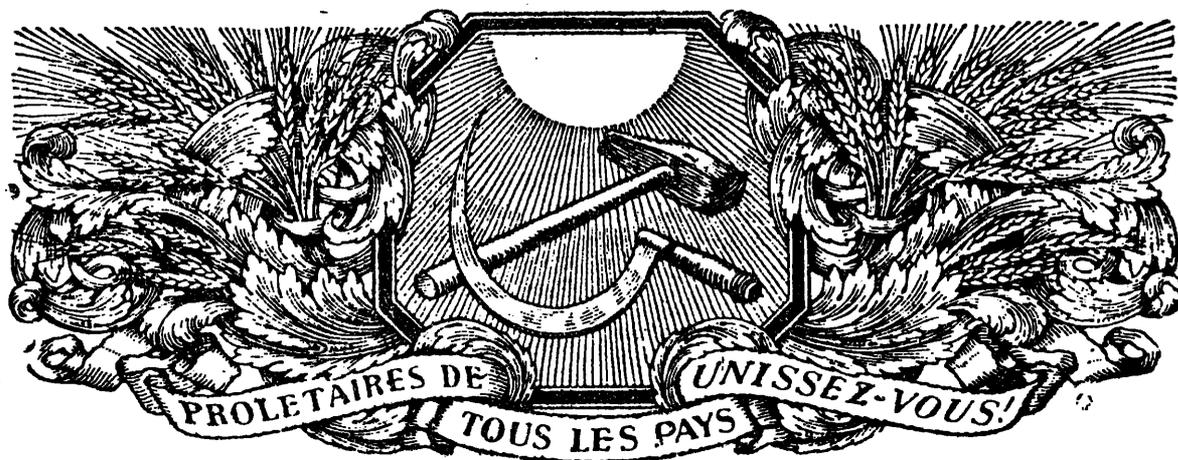
Mais il serait possible et il est nécessaire de former à l'intérieur de chaque section des cercles d'études qu'on pourrait dénommer *cercles d'études marxistes*, et dont les membres s'efforceraient, par des lectures communes, un travail intellectuel accompli en commun, de se donner s'aidant les uns les autres, une culture théorique complète.

Ce n'est pas une utopie que de vouloir élever le niveau intellectuel du Parti. Il ne s'agit pas, bien entendu, de recommencer l'expérience condamnée des Universités populaires où l'on parlait de tout et qui ne cultivaient guère que le dilettantisme et la vanité. Les cercles auraient un seul objet, un unique programme : perfectionner chez leurs membres la connaissance théorique et pratique du socialisme, et cela au profit exclusif de l'action révolutionnaire de l'ensemble du Parti.

Nous avons, disais-je, il y a trois semaines ici-même, à faire, des communistes organisés, autant de communistes conscients, autant de marxistes. Ce que je préconise aujourd'hui, c'est le *noyautage* du Parti par les marxistes.

Amédée DUNOIS.

Je corrige rarement les nombreuses coquilles que me vaut ma mauvaise écriture. Toutefois je tiens à faire savoir que dans le paragraphe final de mon dernier article, je n'ai pas écrit : « la discipline », dont le nom n'est pas trop fait pour nous déplaire », mais « la discipline dont le nom n'est que trop fait pour nous déplaire ».



La Commune et les Paysans

De même que les contre-révolutionnaires de l'an II dressèrent les ruraux contre la commune révolutionnaire de Paris et la Convention Nationale, les Versaillais dressèrent les paysans contre la Commune de 1871. Basile-Thiers et ses amis, par une habile campagne de calomnies représentèrent les Parisiens comme des bandits, des forcenés dirigés par une poignée de cosmopolites. Seuls, quelques journaux républicains provinciaux refusèrent d'adopter cette version enfantine. Il y en eut même qui critiquèrent le gouvernement de Versailles et reconnurent que par leur brusquerie, leur maladresse, leur intransigeance, les hommes de Versailles avaient « rendu légitimes sinon légales » les élections communalistes. Mais ces cris isolés ne doivent pas nous donner le change. Privée de communication avec la capitale, la province était à la merci de Thiers : elle devait le soutenir. Les communalistes ne furent pas sans se rendre compte du danger de cette situation. Dans un pays comme la France où la classe paysanne constitue le soubassement même du régime, on ne peut rien faire de durable sans cette classe. La Commune était vouée à l'avortement, à la chute rapide si elle ne s'assurait pas le concours ou la neutralité bienveillante de larges couches paysannes. Elle le comprit. La délégation aux relations extérieures fut créée précisément pour éclairer la province et provoquer son intervention. Mais, il faut le dire et c'est bien excusable, disposant de moyens en disproportion avec le travail de titans qui s'imposait, la délégation se contenta d'envoyer quelques émissaires dans les villes. Les campagnes furent pour ainsi dire abandonnées.

C'est seulement à la fin d'avril qu'on songea à atteindre les paysans. Deux proclamations rédigées : l'une par B. Malon et la citoyenne André Léo, l'autre par A. Léo seule, furent lancées. La première est si vague, si éloignée de tout socialisme, qu'elle ne mérite guère que l'oubli. La seconde, rédigée dans une langue simple, familière, tout à fait à la portée des campagnes, mérite d'être signalée. Elle fut insérée dans *La Sociale* du 3 mai 1871 (13 floréal an 79) et les socialistes parisiens furent invités, d'une part, à la diffuser parmi leurs parents et amis de la campagne, d'autre part, à signaler les adresses de socialistes ruraux susceptibles de la distribuer. Lissagaray nous dit même que des ballons libres portèrent « les bonnes semences » jusque dans les sillons ».

Le but poursuivi est nettement indiqué par la citoyenne Léo dans le commentaire dont elle a fait précéder le manifeste. Nous ne le désavouons pas aujourd'hui. « La Révolution sociale, lisons-nous, si nécessaire au pauvre, à l'opprimé, à la conscience humaine, si vraie que rien n'est vrai et ne peut durer en dehors d'elle (ni le conservatisme monarchique, ni le conservatisme dit républicain) qu'en dehors d'elle le monde reste à l'ignorance et au privilège, où donc cette révolution prendra-t-elle son point d'appui ? Elle n'en a qu'un, naturel, solide et profond... le point d'appui populaire. Le socialisme doit conquérir le paysan comme il a conquis l'ouvrier. »

Mais l'ouvrier raille ou calomnie le paysan, comment veut-on qu'il le gagne au socialisme ? Et, d'autre part, excité par les plumi-

tifs de la bourgeoisie, le paysan calomnie le prolétariat des villes : il est donc bien éloigné d'écouter ses théories.

En conséquence, il faut s'attacher à faire disparaître l'inimitié, l'opposition, la lutte qui met aux prises l'ouvrier et le paysan. La citoyenne Léo est persuadée qu'une fois cet obstacle abattu, le socialisme gagnera vite les paysans, vulnérables du côté de l'intérêt, alors que la politique les trouve rebelles et indifférents.

Il nous reste à voir maintenant, comment la citoyenne Léo s'y prend pour atteindre les travailleurs du sol. Elle débute ainsi : « Frère, on te trompe. Nos intérêts sont les mêmes. Ce que je demande, tu le veux aussi ; l'affranchissement que je réclame, c'est le tien. Qu'importe si c'est à la ville ou à la campagne que le pain, le vêtement, l'abri, le secours, manquent à celui qui produit toute la richesse de ce monde ? Qu'importe que l'opresseur ait nom gros propriétaire ou industriel ? Chez toi comme chez nous, la journée est longue et rude et ne rapporte pas même ce qu'il faut au besoin du corps. A toi comme à moi la liberté, le loisir, la vie de l'esprit et du cœur manquent. Nous sommes encore et toujours, toi et moi, les vassaux de la misère. »

Il s'agit maintenant de faire sentir l'injustice sociale au pauvre exploité des champs qui berce toujours sa misère avec les ritournelles bourgeoises : « Voilà près d'un siècle, paysan, pauvre journalier, qu'on te répète que la propriété est le fruit sacré du travail et tu le crois. Mais ouvre donc les yeux et regarde autour de toi ; regarde-toi toi-même et tu verras que c'est un mensonge. Te voilà vieux, tu as toujours travaillé ; tous tes jours se sont passés la bêche ou la faucille à la main, de l'aube à la nuit et tu n'es pas riche cependant et tu n'as pas même un morceau de pain pour ta vieillesse... »

La critique socialiste vient détruire ensuite les billevesées capitalistes : « ...S'il était vrai que la propriété est le fruit du travail, tu serais propriétaire, toi qui as tant travaillé. Tu posséderais cette petite maison avec un jardin et un enclos qui a été le rêve, le but, la passion de toute ta vie, mais qu'il t'a été impossible d'acquérir ou que tu n'as acquise peut-être, malheureux, qu'en contractant une dette qui t'épuise, le ronge... Non, frère, le travail ne donne pas la propriété. Elle se transmet par hasard ou se gagne par ruse. Les riches sont des oisifs ; les travailleurs sont des pauvres — et restent pauvres. C'est la règle, le reste n'est que l'exception. »

C'est parce que Paris a voulu détruire cette injustice, qu'il s'est soulevé. A-t-il tort ? Telle est la question que pose André Léo aux paysans. Elle s'efforce ensuite de préciser le but

poursuivi. « Paris veut changer les lois qui donnent tout pouvoir aux riches sur les travailleurs ». Il veut aussi l'égalité et la gratuité de l'instruction. « attendu que la science humaine est le bien commun de tous les hommes ». Paris demande la suppression des sinécures qui engraisent les sangsues du peuple et avec l'économie réalisée il réclame l'établissement des asiles pour la vieillesse des travailleurs. Comme politique des réparations, Paris demande que les fauteurs de la guerre payent les cinq milliards à la Prusse et, en conséquence, il préconise leur expropriation. Paris réclame encore la justice fiscale et l'élection des magistrats par le peuple. Enfin, par-dessus tout, Paris veut « la terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous ».

« La guerre que fait Paris en ce moment, écrit André Léo, c'est la guerre à l'usure, au mensonge et à la paresse. On vous dit : les Parisiens, les socialistes, sont des partageux. Eh ! bonnes gens, ne voyez-vous pas qui vous dit cela ? Ne sont-ils pas des partageux ceux qui ne faisant rien, vivent grassement du travail des autres ? N'avez-vous jamais entendu les voleurs, pour donner le change, crier au voleur ? » Les fruits de la terre à ceux qui la cultivent. Tout le monde au travail. Plus de travail sans repos, plus de repos sans travail. Tels sont les principes essentiels énoncés ensuite par la citoyenne Léo en d'heureuses formules frappées comme des médailles. Elle jette après un coup d'œil sur l'avenir et montre que seul le triomphe du socialisme peut libérer les travailleurs des champs. Si Paris tombe, au contraire, c'est toujours le joug de la misère, les livrées du luxe et sous les apparences les plus favorables, malgré les vocables les plus pompeux, c'est l'esclavage, l'exploitation et le mensonge.

A cinquante ans de distance, nous ne disons pas autre chose. Dans ses grandes lignes, notre propagande agraire n'est pas orientée autrement. Mais, éclairés par l'évolution économique et l'industrialisation agraire, nous entendons, en outre, préparer le paysan à des formes de travail et de propriété plus élevées que l'individualisme et la parcelle. De plus, l'exemple du travail agraire accompli en Russie a donné une solidité incomparable à nos constructions théoriques.

Quoi qu'il en soit, ce que nous devons retenir de ce manifeste qui symbolise l'effort agraire de la Commune, c'est moins sa forme heureuse et ses lacunes inévitables que ses intentions : c'était quelque chose d'attirer l'attention des socialistes de la Commune sur le problème agraire et de tenter le ralliement des paysans autour du drapeau rouge. On conviendra qu'un tel effort méritait d'être signalé.

Maurice DOMMANGET.

La nouvelle Politique économique du Gouvernement Soviétique

La Russie Soviétiste, depuis le dernier Congrès des Soviets, c'est-à-dire en somme depuis la fin de la guerre, opère une réforme fondamentale de son système économique, tant en ce qui concerne la production elle-même que l'administration

C'est qu'en effet, avec l'affermissement de la République, le but poursuivi a changé. Jadis, il s'agissait de faire face aux besoins impérieux du moment. Le souci de l'avenir était relégué au second plan. Le problème consistait uniquement à tirer le meilleur parti possible des ressources existantes. C'est pourquoi, par exemple, les services d'approvisionnement ont atteint un haut degré de développement et mérité maintes fois les félicitations de Lénine, et pour leur méthode, et pour leurs résultats. Aujourd'hui, la Russie Soviétiste a le droit, et d'ailleurs est obligé d'avoir de plus vastes ambitions. Les intérêts de la production reviennent au premier plan dans tous les domaines. Il en est des cas extrêmement typiques : pour le combustible, au lieu de continuer à puiser sans pitié dans la partie, très réduite du trésor forestier accessible aux voies de communication, on s'efforce de livrer à une exploitation raisonnée, par voie de concessions si possible, les espaces vierges des provinces du Nord, et surtout on reprend le travail des mines. Pour la métallurgie, l'exploitation des gisements de minerai qui avait été totalement abandonnée, a recommencé dernièrement. Enfin, l'approvisionnement proprement dit cède le pas à l'agriculture. Le Commissariat de l'Agriculture, fortement négligé jusqu'au début de cette année, est devenu l'objet de toute la sollicitude du Gouvernement et du Parti Communiste. Toute la politique, en un mot, est maintenant subordonnée à ce but de produire.

Là est aussi le sens des dernières mesures. Elles ont pu susciter quelque étonnement et être différemment interprétées à l'étranger. Elles n'en sont pas moins un symptôme de progrès. Avec elles, la République Soviétiste sort de la période d'alcas, de fièvre et d'audace obligée, où chaque lendemain pouvait lui apporter soit l'écrasement, soit la victoire; pour entrer délibérément dans une ère moins brillante peut-être, mais où le progrès quotidien et par conséquent le succès final sont plus certains que jamais. La Russie n'a pas abandonné son idéal, comme veulent le croire Lloyd George, Longuet et leurs amis avec les menchéviks de toutes nuances. L'indignation du *Libertaire*, elle aussi, tombe à faux ici comme sur les autres points. La Russie a fait la Révolution, elle a détruit par la force les obsta-

cles qui fermaient la porte au socialisme, c'est-à-dire la domination politique, économique et sociale du capital. Pour cela, la méthode révolutionnaire est la seule efficace. Mais une fois franchi le seuil du socialisme, la Russie a le droit d'expérimenter pour atteindre l'autre issue, ouverte sur le Communisme, les routes qui lui paraissent les plus indiquées. Elle a le droit, en un mot, de combiner les méthodes révolutionnaires et les méthodes bourgeoises. L'obstacle premier étant détruit, elle n'en arrivera pas moins à son but. Il lui faudra seulement plus de temps que si la voie révolutionnaire pouvait encore être employée seule. Il appartient au prolétariat des autres pays de réduire la durée de cette évolution, de multiplier les forces révolutionnaires et de porter un coup fatal aux résistances petites-bourgeoises de Russie, en renversant à son tour par la force la domination du capital.

Si maintenant, nous analysons les derniers décrets sur l'impôt en nature, la liberté des échanges locaux, les primes en nature, les coopératives, nous devons discerner dans ces mesures deux aspects.

D'une part, il y a l'emploi d'une de ces méthodes bourgeoises que je viens de signaler comme permises à l'Etat prolétarien, maître du pouvoir politique et économique. L'Etat cesse de réclamer pour lui la disposition totale des produits agricoles et des produits fabriqués. Au paysan, il reconnaît la propriété de ses récoltes, sauf une portion qu'il lui demande pour lui. A l'ouvrier, il remet immédiatement et telle quelle, une portion des objets fabriqués. Et il laisse le paysan et l'ouvrier libres de faire entre eux des échanges. Lénine a indiqué sans crainte que cela a pour conséquence de renforcer le capitalisme, de multiplier pour lui les occasions de naître, et par suite d'accentuer l'inégalité, d'aviver l'esprit de propriété et d'individualisme petit-bourgeois, etc.

Mais la franchise de Lénine a réjoui bien à tort nos ennemis. Car le remède est à côté du mal. Il serait trop peu de dire que ces mesures apparaissent comme indispensables pour permettre au Pouvoir des Soviets de traverser telle ou telle crise de l'agriculture, de l'approvisionnement ou de l'industrie. Le Gouvernement Soviétiste ne se propose pas seulement, comme on l'a prétendu à tort, de conserver le pouvoir. Il veut encore exercer ce pouvoir pour tendre activement vers son but, qui est de créer les conditions nécessaires à l'établissement du communisme.

Et par leur second aspect, les mesures en ques-

tion, replacées dans le cadre de toute la législation soviétiste, y tendent. Le paysan, qui devient propriétaire de sa récolte, est en même temps obligé, de par la loi sur l'amélioration de la culture rurale volée au 8^e Congrès et strictement appliquée depuis, de se conformer au plan de culture établi par l'Etat, avec sa collaboration, d'ailleurs, dans les Comités d'ensemencement. Les deux décrets constituent un système cohérent : le paysan acquiert par le second des motifs individuels d'exécuter une tâche sociale réglementée par l'Etat prolétarien. Le résultat est double : augmentation de la production rurale et affiliation plus intime du paysan à la Société prolétarienne. La loi sur la réglementation par l'Etat de la culture paysanne semblait le summum actuellement possible de la socialisation, le dernier pas avant l'absorption complète par l'Etat des exploitations agricoles individuelles comme des entreprises industrielles. L'abandon du monopole des blés semble au contraire un aveu d'impuissance du régime socialiste. En réalité, ces deux mesures, en apparence opposées, se complètent et marqueront, en fin de compte, un progrès matériel et moral vers le communisme.

Prenons de même la remise en nature aux ouvriers d'une partie du produit de leur travail. La chose comporte aussi deux aspects. Par l'un, elle encourage un sentiment égoïste et petit-bourgeois de propriété individuelle et fournit ce motif peu progressif à l'augmentation du rendement. Mais, par l'autre, en liaison avec les autres décrets, étant donné que cette augmentation n'est possible que par un effort commun de toute l'usine, étant donnée la destination assignée à cette prime en nature, elle développe chez l'ouvrier le sentiment socialiste de sa liaison avec le reste de l'Etat et du rôle de son travail dans le grand échange continu dont se compose la vie économique nationale. Au lieu de voler du métal et du temps pour fabriquer et vendre ou changer sur le marché des briquets ou autres menus objets, comme il arrivait souvent, il intensifiera son effort pour créer des objets d'échange avec les paysans. Et ainsi, il acquerra, comme le paysan, des motifs individuels d'exécuter mieux sa tâche socialement utile. Pour l'un comme pour l'autre, le degré de conscience pourra varier, mais cependant l'éducation de la subconscience nécessaire au communisme se fera.

Enfin, la liberté des échanges locaux, si elle équivaut au rétablissement du petit commerce, est certainement une mesure dangereuse tendant à restaurer le capitalisme. Mais, précisément, le décret sur les coopératives promet de réduire à néant les intermédiaires et de mettre en relations directes les travailleurs des campagnes et de la ville. Ce sont les coopératives et non les spéculateurs qui se substitueront à l'Etat. L'avantage réside précisément dans ces relations directes, non seulement au point de vue de l'activité des échanges et de l'abondance des matières produites à cette intention de part et d'au-

tre, mais aussi au point de vue de l'activité et de l'initiative des masses.

Il ne faut pas perdre de vue que cette réforme économique a lieu au moment où une série de mesures pratiques accroissent les fonctions et l'influence des organisations professionnelles. Dans le dernier cas, par exemple, ce sont des bureaux au centre syndical qui coordonnent l'activité des coopératives de la branche d'industrie correspondante. Ainsi, ce que perd l'Etat est gagné moins par le principe individuel ou petit-bourgeois, que par le principe d'organisation des travailleurs. Et par là encore, le Gouvernement soviétiste tend vers son but, qui est d'éveiller et d'éduquer l'initiative pratique des masses. Il ne se dissimule pas le caractère double et le côté dangereux des mesures qu'il vient de prendre. Un écart dans un sens pourrait certes entraîner la République vers une récidive de capitalisme. Mais les Communistes, qui n'ont élevé aucune protestation contre ces décrets, savent en effet qu'il dépend d'eux d'en tirer au contraire le maximum d'avantages, non seulement pour la prospérité matérielle immédiate et durable de la Russie, mais encore et surtout pour la révolution et pour le Communisme.

Pierre PASCAL.

Comité de la 3^e Internationale

Réunion Plénière

La prochaine réunion plénière du Comité aura lieu le vendredi 27, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne.

Ordre du jour :

1. Le prochain Congrès Fédéral ;
2. Questions diverses.

Les secrétaires adjoints :
René REYNAUD, Albert TREINT.

NOTRE SOUSCRIPTION

49^e et 50^e LISTES

Pejoux, Bully-Grenay, 3 fr. — Section de Sains-en-Gohelle, 25 fr. — Hivert, 5 fr. — Un prolétaire, B... 5 fr. — Verger, Bordeaux, 10 fr. — Citoyenne Verger, 10 fr. — Liste n° 1.004, versée par Thoret, 51 fr. 15 — Dix rappelés de la classe 19. Toul, 20 fr. — Ledoyen, Reims, 15 fr. — Liste n° 981, 47 fr. — Liste n° 983, 17 fr. — Leveau, Arles, 10 fr. — Un abonné de la première heure, adhérent au comité, 3 fr. — Thivrier, Nevers, 7 fr. — Baretta, 20 fr. — Supplément d'abonnement, 3 fr. — G. H., 25 fr. — Vivent les Soviets, 1 fr. — Deux coopérateurs écœurés, Nîmes, 10 fr. — Blanchard, Lille, 3 fr. — Louis Morin, Dumas, Méry, Olive, Laval. C. A., Une citoyenne, un membre des C. S. R. (Nancy), 26 fr. camarade de Buenos-Ayres, souvenir de lutte, 100 fr. — Gentil, 2 fr.

Total des 49^e et 50^e listes 418 90
Total des listes précédentes... 13.070 60

Total général..... 13.489 50

La Jeunesse Communiste et son Rôle

*Discours prononcé par N. Lénine
au 3^e Congrès Panrusse de la Jeunesse Communiste*

Camarades, je voudrais aujourd'hui m'entretenir avec vous du rôle essentiel de la Ligue de la Jeunesse Communiste et à ce propos de ce que doivent être les organisations de la Jeunesse dans une République Socialiste en général.

Cette question mérite d'autant plus notre attention qu'on peut dire en un certain sens que c'est précisément à la jeunesse qu'incombe la tâche de créer la société communiste. Il est clair, en effet, que la génération élevée sous le régime capitaliste sera incapable d'anéantir définitivement les bases du vieil édifice capitaliste fondé sur l'exploitation. Le plus qu'elle puisse faire, ce sera d'arriver à organiser une société permettant au prolétariat et aux classes laborieuses de garder le Pouvoir et de poser les fondements sur lesquels pourra bâtir la génération entrant dans la vie active dans des conditions nouvelles, après la suppression de toute exploitation parmi les hommes.

Sans instruction, pas de communisme

En abordant la question de ce point de vue, je dois déclarer que le rôle de la jeunesse en général et des Ligues de la Jeunesse Communiste et autres organisations semblables en particulier, peut être défini d'un mot : ce rôle consiste à apprendre.

Mais, la chose est claire, ce n'est là qu'un mot. Ce mot ne répond pas aux questions les plus essentielles : qu'apprendre et comment apprendre ? Au moment où toute la vieille société capitaliste est transformée, l'instruction, l'éducation et toute la formation des nouvelles générations destinées à créer la société communiste ne peuvent demeurer telles quelles. Néanmoins, l'instruction, l'éducation et la formation de la jeunesse doivent découler des matériaux qui nous ont été laissés par l'ancienne société.

Nous ne pouvons édifier le Communisme qu'en partant des connaissances, des établissements, et des organes, en nous servant des hommes et des moyens que nous avons reçus du passé.

C'est en transformant radicalement l'enseignement, l'organisation et l'éducation de la jeunesse, que nous arriverons, grâce aux efforts de la jeune génération elle-même, à créer une société qui ne ressemble pas à l'ancienne, je veux dire à la Société Communiste.

C'est pourquoi nous sommes obligés d'examiner en détail cette question : que devons-nous enseigner à la jeunesse et que doit-elle apprendre si elle veut réellement mériter le nom de Jeunesse Communiste, comment enfin faut-il la préparer pour qu'elle soit

capable de terminer et de couronner l'œuvre que nous avons commencée ?

Qu'apprendre ?

La réponse qui se présente la première, et qui semble la plus naturelle, c'est que la Ligue de la Jeunesse et en général toute la jeunesse qui veut l'avènement du Communisme doit apprendre le Communisme.

Mais cette réponse : « Apprendre le Communisme » est trop générale. Que faut-il faire pour apprendre le Communisme ? Dans la somme des connaissances humaines, que faut-il choisir pour acquérir la science du Communisme ? Ici, nous sommes menacés d'une série de dangers, qui surgissent autour de nous pour peu que la question soit mal posée ou que le mot Communisme soit compris de façon trop étroite.

Au premier abord, il semble qu'apprendre le Communisme, ce soit acquérir l'ensemble des connaissances qui sont exposées dans les manuels, brochures et travaux communistes. Mais ce serait là définir de façon trop grossière et bien insuffisante l'étude du Communisme.

Si l'étude du Communisme consistait seulement à savoir ce qui est exposé dans les publications communistes, il nous serait trop facile d'avoir des masses de Communistes d'après les livres, de Communistes en paroles, et ce serait un grand mal, car ces gens, après avoir lu et appris ce qui est exposé dans nos ouvrages et nos brochures, seraient incapables de coordonner toutes ces connaissances et d'agir comme le veut réellement le Communisme.

Un des maux, une des pires calamités que nous ait laissés en héritage l'ancienne société capitaliste, c'est l'abîme existant entre le livre et la vie : nous avons des livres où tout se trouvait dépeint sous des couleurs engageantes, et la plupart du temps ces livres n'étaient qu'un assemblage d'hypocrisie et de fausseté traçant un portrait menteur de la société capitaliste. Voilà pourquoi ce serait un grand tort de se borner à apprendre ce que les livres disent du Communisme.

Nos discours et nos articles ne sont pas la simple répétition de ce qu'on a écrit autrefois sur le Communisme, car ils sont liés à notre travail quotidien dans tous les domaines. Sans travail, sans lutte, la connaissance livresque du Communisme puisée dans les brochures et les ouvrages communistes n'a absolument aucune valeur, car elle ne ferait que perpétuer l'ancien abîme entre la théorie et la pra-

tique qui était un des traits les plus repoussants de l'ancienne société bourgeoise.

Le danger serait plus grand encore si nous voulions apprendre seulement les phrases communistes. Si nous ne comprenions pas à temps l'importance de ce danger, si nous ne faisons pas tous nos efforts pour l'éviter, le demi-million ou le million de jeunes gens et de jeunes filles qui, après une pareille étude du Communisme, prendraient le nom de Communistes, n'auraient d'autre résultat que de nuire grandement à la cause du Communisme.

L'ancienne école

La question se pose alors de savoir comment il nous faut concilier tout cela pour enseigner le Communisme. Que devons-nous prendre à l'ancienne science ?

L'ancienne école déclarait qu'elle voulait créer des hommes instruits dans tous les domaines et qu'elle enseignait les sciences en général. Nous savons que c'était là un pur mensonge, puisque toute la société était fondée sur la distinction des classes et sur la division des hommes en exploités et en opprimés. Toute l'ancienne école, par conséquent, étant entièrement pénétrée de l'esprit de classe, ne donnait la science qu'aux enfants de la bourgeoisie. Elle ne prononçait pas une parole qui ne fût falsifiée dans l'intérêt de la bourgeoisie.

Ces écoles visaient moins à faire l'éducation des jeunes ouvriers et des jeunes paysans qu'à les déformer pour le plus grand profit de cette même bourgeoisie. On cherchait à préparer des serviteurs dociles capables d'augmenter les bénéfices de la bourgeoisie sans troubler son repos et son inaction. C'est pourquoi nous condamnons l'ancienne école, en nous proposant seulement d'y prendre ce qui nous est nécessaire pour former de vrais Communistes.

Je ne puis passer sous silence certains reproches qu'on adresse couramment à l'enseignement bourgeois et qui conduisent souvent à des interprétations entièrement fausses.

On dit que l'ancienne école ne connaissait que les livres, le dressage autoritaire et le bourrage machinal. C'est vrai, mais il faut savoir distinguer là-dedans le mauvais et l'utile, il faut savoir choisir à notre usage ce qui reste indispensable pour le Communisme.

L'ancienne école était livresque, elle obligeait les enfants à emmagasiner une masse de connaissances inutiles, superflues ou mortes qui écrasaient en eux toute originalité et qui changeaient toute la jeune génération en une armée de fonctionnaires coulés dans le même moule. Mais tirer de là la conclusion qu'on peut être Communiste sans s'être assimilé le trésor de connaissances accumulés par l'humanité, ce serait commettre une énorme erreur. Nous aurions tort de penser qu'il suffit de savoir quelques devises communistes et quelques conclusions toutes faites de la science communiste, et qu'on est dispensé par là de s'assimiler la somme des connaissances dont le Communisme lui-même n'est que la conséquence.

Le marxisme est un exemple vivant qui montre comment le Communisme est résulté de cette somme de connaissances acquises par l'humanité.

La doctrine de Marx

Vous avez lu et entendu dire que la théorie communiste, la science communiste a été créée principalement par Marx, et que cette doctrine a cessé d'être l'œuvre d'un socialiste même génial du dix-neuvième siècle pour devenir la doctrine de millions et de dizaines de millions de prolétaires du monde entier qui la mettent en pratique dans leur lutte contre le capital.

Si maintenant vous demandez : Comment se fait-il que cette doctrine de Marx ait pu s'emparer de millions et de dizaines de millions de cœurs dans la classe la plus révolutionnaire ? — on vous répondra : C'est que Marx s'est appuyé sur la base solide des connaissances humaines acquises sous le capitalisme. Ayant étudié les lois du développement de la société, Marx a compris le cours de l'évolution par laquelle le capitalisme aboutit fatalement au Communisme. Mieux encore, il a prouvé cette vérité par l'étude la plus exacte, la plus détaillée et la plus profonde de la société capitaliste : tout cela il l'a pu parce qu'il s'était entièrement assimilé tous les résultats de la science antérieure.

Tout ce qui a été créé par la société humaine, il l'a soumis à sa critique, il l'a remanié en conséquence sans négliger un seul article. Tout ce qui a été créé par la pensée humaine, il l'a analysé, il l'a repensé. Il en a fait la vérification sur le mouvement ouvrier, il en a tiré des conclusions que les gens enfermés dans le cadre bourgeois ou liés par les préjugés bourgeois ne pouvaient pas en tirer.

La civilisation prolétarienne

Voilà ce qu'il ne faut pas oublier lorsque nous parlons de la civilisation prolétarienne. Si nous ne nous sommes pas rendu compte que pour créer cette civilisation il faut connaître et utiliser, en les remaniant, tous les éléments de la civilisation résultant de l'évolution antérieure de l'humanité, nous n'arriverons jamais à rien.

La civilisation prolétarienne n'est pas donnée toute faite, elle ne jaillit pas du cerveau de je ne sais quels spécialistes en civilisation prolétarienne. Ce serait pure folie de le croire. La civilisation prolétarienne doit apparaître comme la résultante naturelle des connaissances conquises par l'humanité sous le joug capitaliste et sous le joug féodal.

Telles sont les voies qui ont conduit et qui continuent de conduire à la civilisation prolétarienne, tout comme l'économie politique transformée par Marx nous a montré l'aboutissement futur de la société humaine et la longue préparation de la lutte de classes et de la révolution prolétarienne.

L'étude critique des faits

Lorsque nous entendons fréquemment certains représentants de la jeune génération ou certains défenseurs des nouvelles méthodes d'enseignement attaquer l'ancienne école en disant qu'elle visait à bourrer les crânes sans éveiller l'intelligence, nous leur répondons qu'il faut néanmoins emprunter à cette ancienne école ce qu'elle avait de bon.

Nous ne devons pas imiter ceux qui surchargeaient la mémoire du jeune homme d'un poids immodéré

de connaissances, inutiles pour les neuf dixièmes et falsifiées pour le reste ; mais il ne s'ensuit aucunement que nous puissions nous contenter des conclusions communistes ou de quelques phrases communistes apprises par cœur.

Par là, nous n'arriverons jamais au Communisme. Pour devenir Communiste, il faut avoir enrichi sa mémoire de tout le trésor de science amassé par l'humanité.

Nous n'avons pas besoin de bourrage machinal, mais il nous faut quand même développer et perfectionner la mémoire de chaque écolier en la meublant des faits essentiels, car le Communisme serait réduit à une façade vide, le Communiste ne serait qu'un vantard sans consistance s'il ne possédait pas une somme suffisante de connaissances apprises et bien digérées. Ces connaissances, vous devez non seulement les assimiler, mais les soumettre à votre critique, afin de ne pas encombrer votre cerveau d'un fatras inutile, mais de l'enrichir au contraire de la science de tous les faits sans lesquels il n'y a pas d'homme cultivé à l'époque où nous sommes.

Le Communiste qui se dirait Communiste simplement parce qu'il a dans la tête un certain nombre de données toutes faites, sans avoir accompli le travail très sérieux, très important et très difficile qui consiste à analyser et à critiquer tous les faits, serait un bien pauvre communiste. Rien ne saurait être plus funeste qu'une attitude aussi superficielle : si je sais que je sais peu, je m'efforcerai de savoir davantage, tandis que si un homme prétend qu'il est Communiste et qu'il n'a besoin de rien apprendre, il ne sortira jamais rien de lui qui ressemble à un Communiste.

La discipline consciente

L'ancienne école forgeait les valets dociles dont avaient besoin les capitalistes ; elle changeait les hommes de science en pantins obligés d'écrire et de parler selon les caprices des capitalistes. C'est dire que nous devons nous en débarrasser. Mais si nous devons supprimer et détruire, s'ensuit-il que nous ne devons pas nous emparer de toutes les choses utiles qui avaient été accumulées par l'humanité ?

S'ensuit-il que nous ne devons pas faire la distinction entre ce qui servait le capitalisme et ce qui servira le Communisme ?

A la place du dressage imposé par la société bourgeoise contre la volonté de la majorité, nous mettons la discipline consciente des ouvriers et des paysans joignant à leur haine contre l'ancienne société la décision ferme et la science d'unir et d'organiser leurs forces afin de créer, avec des millions et des centaines de millions de volontés éparses, fractionnées et dispersées à travers l'immense étendue de notre pays, une volonté unique, car sans elle nous serons inévitablement défaits. Sans cette cohésion, sans cette discipline consciente des ouvriers et des paysans, notre cause est désespérée. Sans elle, nous serons incapables de venir à bout des capitalistes et des aristocrates de tout l'univers. Nous n'arriverons même pas à poser les fondements, sans parler d'élever l'édifice de la nouvelle société communiste.

Ainsi, tout en condamnant l'ancienne école, tout

en nourrissant contre elle une haine absolument nécessaire et légitime, tout en appréciant le désir que nous avons de la détruire, nous devons comprendre qu'à la place de l'ancienne étude livresque et de l'ancien dressage, il faut mettre l'art de s'assimiler toute la somme des connaissances humaines ; il faut que votre Communisme ne soit pas quelque chose d'appris, mais quelque chose de pensé par vous-mêmes, comme la conclusion s'imposant nécessairement à tout homme cultivé de nos jours.

La participation à la vie économique

Voilà donc comment il faut poser le problème, quand on parle d'apprendre le Communisme.

Pour rendre la chose plus claire, et pour préparer en même temps la solution de la question : Comment apprendre ? je prendrai un exemple pratique. Vous savez tous que, après les problèmes militaires, après la défense de la République, c'est le problème économique qui surgit aujourd'hui devant nous.

Nous savons qu'il est impossible d'édifier la société communiste sans ressusciter l'industrie et l'agriculture, et encore pas sous leur forme ancienne. Il faut les ressusciter conformément au dernier mot de la science contemporaine. Ce dernier mot, vous ne l'ignorez pas, c'est l'électricité : le jour où tout le pays, toutes les branches de l'industrie et de l'agriculture marcheront à l'électricité, le jour où vous viendrez à bout de ce programme gigantesque, et pas avant, vous pourrez édifier la société communiste qu'était incapable d'édifier l'ancienne génération.

La tâche qui s'impose à vous, c'est donc de relever le niveau économique de tout le pays, de réorganiser l'agriculture et l'industrie selon le progrès moderne, qui repose sur la science et sur la technique modernes, en un mot sur l'électricité.

Or, vous comprendrez bien que ce travail ne sera pas fait par des ignorants, et qu'il exigera même autre chose que des notions rudimentaires. Il ne suffit pas de comprendre ce que c'est que l'électricité, il faut savoir comment en faire l'application à l'industrie et à l'agriculture et à chaque branche spéciale de l'industrie et de l'agriculture. Il faut apprendre tout cela soi-même, et il faut l'enseigner à toute la jeune génération laborieuse.

Voilà la tâche qui s'impose à tout communiste conscient, à tout jeune homme qui s'estime Communiste et qui se rend compte qu'en entrant dans la Ligue de la Jeunesse Communiste, il s'est engagé à aider notre parti et toute la jeune génération à édifier notre société communiste. Il doit comprendre que pour bâtir cette société, il lui faut absolument partir de la science contemporaine, et que s'il ne possède pas cette science, son Communisme restera un mot.

L'édification de la Société communiste

Le rôle de notre génération consistait seulement à renverser la bourgeoisie. Critiquer la bourgeoisie, développer le sentiment de haine existant contre elle dans les masses, éduquer la conscience de classe,

savoir grouper ses forces, voilà ce qu'il fallait alors avant tout.

La nouvelle génération a devant elle une tâche plus complexe. Il ne vous suffit plus d'unir toutes vos forces pour soutenir le Gouvernement ouvrier et paysan contre les attaques des capitalistes. Cela vous devez le faire, et vous l'avez admirablement compris, comme doit le comprendre nécessairement tout Communiste. Mais cela ne suffit pas.

Votre rôle, c'est d'édifier la société communiste. Dans bien des domaines, la première moitié du travail est déjà terminée. L'ancien monde est détruit, comme il devait l'être ; il n'est plus qu'un monceau de ruines, comme il convenait de l'y réduire. Le terrain est déblayé, et sur ce terrain la jeune génération communiste doit édifier la société communiste.

Le problème pour vous consiste à bâtir, et pour le résoudre, vous êtes obligés de posséder toute la science moderne. Il faut savoir changer ce Communisme de formules toutes faites, de recettes, de prescriptions et de programmes en un Communisme vivant, qui coordonne votre action immédiate et qui soit le guide de votre travail pratique.

Voilà votre mission, voilà sur quoi vous devez vous régler quand vous voulez instruire, éduquer et entraîner toute la jeune génération. Vous devez être parmi ces millions de constructeurs que doivent être tous les jeunes hommes et toutes les jeunes filles.

Si vous n'appelez pas à cette édification du Communisme toute la masse de la jeunesse ouvrière et paysanne, vous ne bâtirez jamais la société communiste.

La morale communiste

Ici, j'en viens naturellement à la question de savoir comment nous devons enseigner le communisme, et quel doit être le caractère propre de nos méthodes.

Mais je m'arrêterai auparavant sur la morale communiste.

Vous devez faire en vous-mêmes l'éducation du Communiste. Le but de la Ligue de la Jeunesse, c'est d'exercer une action pratique lui permettant, en apprenant, en s'organisant, en se groupant, en luttant, de faire de ses membres et de tous ceux qui la reconnaissent comme guide, de vrais Communistes. Toute l'éducation, tout l'enseignement et toute la formation de la jeunesse contemporaine se résument dans l'apprentissage de la morale communiste.

Mais existe-t-il une morale communiste ? Existe-t-il une moralité communiste ? Certainement oui. On prétend souvent que nous n'avons pas de morale. La bourgeoisie nous reproche fréquemment, à nous autres Communistes, de nier toute morale. C'est là une manœuvre pour troubler les idées et jeter de la poudre aux yeux du peuple.

En quel sens nions-nous la morale et la moralité ?

Nous les nions dans le sens bourgeois, où cette moralité découlait des ordonnances de la divinité. Nous disons assurément que nous ne croyons pas en Dieu, et nous savons très-bien que, sous le nom de Dieu, parlaient en réalité le clergé, les propriétaires et la bourgeoisie, pour défendre leurs intérêts d'exploiteurs. Ou bien encore, au lieu de faire découler cette morale des ordonnances de la divinité,

on la tirait de phrases idéalistes ou semi-idéalistes, qui finalement ressemblaient fort aux ordonnances de la divinité.

Toute cette moralité empruntée à des conceptions extérieures aux classes ou même à l'humanité, nous la nions. Nous disons que c'était là tromper les ouvriers et les paysans et leur bourrer le crâne pour le plus grand profit des propriétaires et des capitalistes.

Notre moralité à nous est entièrement subordonnée à l'intérêt du prolétariat et aux exigences de la lutte de classe. Notre moralité est tirée des exigences de la lutte de classe du prolétariat.

L'ancienne société était fondée sur l'oppression de tous les ouvriers et de tous les paysans par les propriétaires et les capitalistes. Il nous a fallu la détruire, il nous a fallu mettre à bas ces oppresseurs, et pour cela faire régner l'union entre les travailleurs. Aucune morale religieuse ni philosophique n'est capable de créer cette union.

Cette union ne pouvait venir que d'un prolétariat instruit, arraché à son somme séculaire ; elle ne pouvait venir que des usines. C'est seulement lorsque fut constituée cette classe que commença le mouvement des masses qui a conduit à ce que nous voyons aujourd'hui, c'est-à-dire à la victoire de la Révolution dans un pays faible entre tous, qui a défendu pendant trois ans son indépendance contre la bourgeoisie de tout l'univers.

Nous voyons la Révolution prolétarienne grandir dans le monde. Nous pouvons déclarer maintenant en nous appuyant sur l'expérience que, seul, le prolétariat a pu créer une force assez une et assez cohérente pour entraîner avec elle la classe paysanne dispersée et fragmentée, et qui a résisté à tous les assauts des exploiters. Seul le prolétariat peut aider les masses laborieuses à s'unir, à se grouper, à faire triompher et à affermir définitivement, à couronner enfin la société communiste.

Voilà pourquoi nous disons : pour nous, la moralité prise en dehors de la société humaine n'existe pas, c'est un mensonge. Notre moralité, à nous, est subordonnée aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat.

La lutte de classe

En quoi consiste cette lutte de classe ? Elle consiste à renverser le Tsar, à renverser les capitalistes, à anéantir la classe capitaliste.

Que sont les classes en général ? C'est ce qui permet à une fraction de la société de s'approprier le travail de l'autre.

Si une fraction de la société s'approprie tout le sol, nous avons la classe des propriétaires et la classe des paysans. Si une fraction de la société possède les usines, les actions et les capitaux, tandis que l'autre travaille dans ces usines, nous avons les capitalistes et le prolétariat.

Il n'a pas été difficile de se débarrasser du Tsar : quelques jours ont suffi. Il n'a pas été très difficile d'expulser les propriétaires ; nous l'avons fait en quelques mois ; il n'a pas été difficile non plus de chasser les capitalistes.

Mais supprimer les classes est infiniment plus malaisé ; la distinction subsiste toujours entre les ouvriers et les paysans. Le paysan, dès qu'il est ins-

tallé sur un lopin de terre et qu'il s'approprie le blé qui n'est indispensable ni à lui ni à son bétail, tandis que les autres manquent de pain, ce paysan-là est déjà un exploiteur. Plus il retient de ce blé pour son usage personnel, et plus il y gagne; que lui importe si les autres ont faim? « Plus ils auront faim, et plus cher je vendrai mon blé. »

Il faut que tous travaillent d'après un plan commun sur un sol commun, dans des usines communes et selon un règlement commun. Est-ce facile à réaliser? Vous le voyez vous-mêmes, la solution est infiniment plus malaisée que lorsqu'il s'agit de chasser le Tsar, les propriétaires ou les capitalistes. Il faut pour cela que le prolétariat refasse son éducation propre, refasse celle des paysans et attire à lui ceux qui sont des paysans travailleurs afin de briser la résistance des paysans riches qui s'engraissent aux dépens de la misère des autres.

En un mot, la lutte du prolétariat est loin d'être finie, après l'expulsion du Tsar, des propriétaires et des capitalistes; alors commence précisément le rôle du régime que nous nommons la dictature du prolétariat.

La lutte de classe continue: elle a seulement changé de forme. Elle a maintenant pour but d'empêcher le retour des anciens exploiters et d'unir dans une étroite alliance la masse éparse de la classe paysanne ignorante. La lutte de classe continue, et nous devons tout subordonner aux exigences de cette lutte.

C'est pourquoi nous lui subordonnons notre moralité communiste. Nous disons: « La moralité, c'est ce qui sert à détruire l'ancienne société d'exploitation et à grouper tous les travailleurs autour du prolétariat pour la création de la nouvelle société communiste. »

L'instinct de propriété

La moralité communiste, c'est ce qui sert à cette lutte, c'est ce qui groupe tous les travailleurs; contre toute espèce d'exploitation et contre toute espèce de petite propriété, car la petite propriété livre à un individu ce qui a été créé par le travail de toute la société.

Le sol est pour nous propriété commune.

Qu'arrive-t-il si de cette propriété commune je prends une partie, que j'y produise deux fois plus de blé qu'il ne m'est nécessaire et que je vende aux spéculateurs mon surplus de récolte? Qu'arrive-t-il si je calcule que plus les autres souffriront de la faim, et plus ils me paieront cher? Agirai-je en Communiste?

J'agirai en exploitateur, en propriétaire. Voilà contre quoi il nous faut lutter.

Si les choses continuaient ainsi, nous retomberions en arrière, vers le pouvoir des capitalistes et de la bourgeoisie, comme il est arrivé maintes fois dans les anciennes révolutions. Pour éviter cette chute, il nous faut interdire ce commerce, il faut empêcher que les uns s'enrichissent aux dépens des autres, et pour cela il faut que les travailleurs se groupent autour du prolétariat et constituent la société communiste.

Tel est le caractère essentiel du rôle que doit jouer la Ligue de la Jeunesse Communiste.

L'ancienne société était fondée sur le principe sui-

vant: Ou bien tu pilleras ton prochain, ou bien ton prochain te pillera, ou bien tu travailles pour lui, ou bien il travaille pour toi, ou bien tu commandes à des esclaves, ou bien tu es esclave toi-même. Il est trop clair que les hommes élevés dans une pareille société sucent, avec le lait de leur mère, une psychologie, des habitudes et des idées soit de maître, soit d'esclave, ou bien de petit propriétaire, de petit employé, de petit fonctionnaire, en un mot d'hommes s'occupant uniquement d'avoir ce qu'il leur faut sans s'occuper des autres.

Si j'exploite mon lopin de terre, peu m'importent les autres; si le voisin a faim, tant mieux, je lui vendrai plus cher mon blé. Si j'ai ma petite place de médecin, d'ingénieur, de maître d'école, ou d'employé, que m'importent les autres?

Peut-être même qu'en flattant les puissants, non seulement je conserverai ma place, mais encore je ferai mon chemin et je deviendrai un bourgeois. Voilà la psychologie et la mentalité qui ne peuvent pas exister chez un Communiste.

Lorsque les ouvriers et les paysans ont montré que nous sommes capables par nos propres moyens de nous défendre et de créer une société nouvelle, du même jour est née une nouvelle éducation communiste, éducation faite dans la lutte contre les exploiters, et dans l'alliance avec le prolétariat contre les égoïstes et les petits propriétaires, contre la psychologie et les habitudes qui disent: « Je recherche mon bénéfice à moi, et le reste ne m'intéresse point. »

Voilà ce que je réponds à la question: Comment la jeune génération doit-elle apprendre le Communisme?

La lutte contre les exploiters

Pour apprendre le Communisme, la jeune génération doit constamment lier son instruction, son éducation et sa formation à la lutte incessante des prolétaires et des travailleurs contre l'ancienne société des exploiters.

Lorsqu'on nous parle de moralité, nous disons: « Pour le Communiste, la moralité consiste tout entière dans cette union, dans cette solidarité disciplinée et dans cette lutte consciente des masses contre les exploiters. Nous ne croyons pas à la moralité éternelle, nous dénonçons le mensonge de toutes ces moralités légendaires. »

La moralité sert à l'humanité à s'élever plus haut, à se débarrasser de l'exploitation du travail.

Pour atteindre ce but, il nous faut une génération nouvelle, qui ait déjà commencé, dans cette lutte acharnée, mais disciplinée, contre la bourgeoisie, à se changer en hommes conscients. C'est cette lutte qui forme les vrais Communistes, c'est elle qui doit commander et conditionner dans tous leurs détails l'instruction, l'éducation et la formation de la jeunesse.

Faire l'éducation de la jeunesse communiste ne consiste pas à lui offrir des discours doux et de règles de moralité. Non, ce n'est pas là de l'éducation.

Quand des hommes ont vu leurs pères et leurs mères passer leur vie sous le joug des propriétaires

et des capitalistes, quand ils ont participé eux-mêmes aux souffrances de ceux qui ont engagé les Premiers le combat contre les exploiters, quand ils ont vu les sacrifices que coûtent la continuation de cette lutte et la défense des conquêtes réalisées, et quels furieux ennemis sont les propriétaires et les capitalistes — ces hommes-là deviennent de vrais Communistes.

A la base de la moralité communiste est la lutte pour le triomphe de l'affermissement du Communisme, et c'est en même temps la base de l'éducation, de la formation et de l'instruction communistes. J'ai répondu à la question : Comment apprend-on le Communisme ?

La Ligue de la Jeunesse communiste

Nous ne croirions pas à l'instruction ni à l'éducation si elles étaient reléguées au fond des écoles et détachées des tempêtes de la vie. Tant que les ouvriers et les paysans restent opprimés par les propriétaires et les capitalistes, tant que les écoles demeurent entre les mains des propriétaires et des capitalistes, la jeune génération demeure aveugle et ignorante.

Nos écoles à nous doivent donner aux jeunes gens les fondements de la science, elles doivent les mettre en état de se forger eux-mêmes une mentalité communiste, elles doivent en faire des hommes cultivés. Elles doivent profiter du temps qu'ils y passent pour former en eux des participants à la lutte pour l'affranchissement du joug des exploiters.

La Ligue de la Jeunesse Communiste, pour être digne de son nom, pour être vraiment la Ligue de la jeune génération communiste, doit régler toute son instruction, toute son éducation et sa formation sur la part qu'elle doit prendre à ce combat commun de tous les travailleurs contre les exploiters. Vous n'ignorez pas, en effet, que la Russie est pour le moment la seule république ouvrière, et que l'ancien régime bourgeois subsiste dans tout le reste du monde : nous sommes plus faibles qu'eux, nous sommes constamment menacés de nouvelles attaques ; pour triompher dans la lutte, pour nous affermir et remporter la victoire définitive, il nous faut apprendre à conserver notre cohésion et notre unanimité.

Ainsi, être Communiste, cela signifie organiser et unir toute la jeune génération, donner l'exemple de l'éducation et de la discipline dans cette lutte. Alors seulement, vous pourrez entreprendre et mener à son terme l'édification de la société communiste.

Qu'est-ce qu'un communiste ?

Pour rendre la chose plus claire, je donnerai un exemple. Nous nous nommons Communistes.

Qu'est-ce qu'un communiste ?

C'est un mot qui vient du latin. « Communis » et signifie : commun. La société communiste, c'est la communauté de tout, du sol, des usines, du travail. Voilà ce qu'est le communisme.

Peut-il y avoir travail en commun, si les hommes exploitent chacun son petit lopin de terre personnel ? La communauté du travail ne se crée pas d'un coup. Elle ne descend pas toute faite du ciel. Elle est le fruit de longs efforts, de longues souffrances, elle se crée peu à peu au cours de la lutte. Les

vieux livres ne servent de rien. Personne ne les croit. Il faut l'expérience personnelle de la vie.

Quand Koltchak et Denikine avançaient vers nous de la Sibérie et du Don, les paysans étaient pour eux. Le bolchevisme ne leur plaisait pas, parce que les bolcheviks enlèvent le blé au prix de la taxe. Mais après avoir éprouvé en Sibérie et en Ukraine le joug de Koltchak et de Denikine, les paysans ont reconnu qu'il n'y a pas de choix : ou bien retourner au capitaliste qui les fera retomber dans l'esclavage des propriétaires, ou bien aller vers les ouvriers, qui ne promettent pas monts et merveilles, et qui exigent une discipline de fer et une énergie indomptable dans le dur combat, mais qui les libèrent de l'esclavage des capitalistes et des propriétaires.

Lorsque les paysans, même les plus ignorants, eurent compris et senti cette vérité par leur propre expérience, ils devinrent, après cette dure école, des partisans conscients du communisme. C'est cette même expérience que la Ligue de la Jeunesse Communiste doit mettre à la base de toute son activité.

J'ai répondu aux deux questions : Que devons-nous apprendre, que devons-nous emprunter à l'ancienne école et à l'ancienne science. J'ai dit aussi par quel moyen il faut apprendre tout cela. C'est en liant indissolublement et à tout instant l'instruction, l'éducation et la formation de la jeunesse avec la lutte de tous les travailleurs contre les exploiters.

Le travail communiste

Par quelques exemples empruntés à telle ou telle organisation de la jeunesse, je voudrais vous faire voir comment doit se faire l'éducation du communisme.

Tous parlent de la liquidation de l'analphabétisme. Il est clair que dans un pays d'illettrés il est impossible de construire une société communiste. Mais il ne suffit pas que le pouvoir des Soviets ordonne, ou bien que le Parti fournisse un mot d'ordre, ou bien qu'un certain contingent des meilleurs militants soit consacré à cette tâche. Il faut que la jeune génération se mette aussi à l'œuvre.

Le Communisme consiste en ce que les jeunes gens et les jeunes filles appartenant à la Ligue de la Jeunesse se disent : voilà un travail pour nous, nous nous grouperons et nous irons dans les villages pour apprendre à lire aux illettrés, afin que parmi les jeunes il ne reste plus d'illettrés. Nous voudrions que toute l'initiative de la jeunesse soit consacrée à cette œuvre.

Vous le savez, il est impossible en quelques semaines de changer la Russie ignorante et illettrée en une Russie instruite et éclairée ; mais si la Ligue de la Jeunesse y met la main, si toute la jeunesse se dévoue à l'intérêt général, ces 400.000 jeunes gens et jeunes filles qui la composent auront le droit de se nommer la Ligue Communiste de la Jeunesse. Son but consiste encore, après s'être assimilé telle ou telle connaissance, à en faire profiter ceux qui n'ont pas pu eux-mêmes se débarrasser des ténèbres de l'ignorance.

Etre membre de la Ligue de la Jeunesse, c'est se conduire de façon à consacrer son travail et ses forces au bien commun. Voilà la vraie éducation

communiste. Voilà ce qui fait d'un jeune homme ou d'une jeune fille un véritable Communiste. S'il obtient dans son action des résultats pratiques, alors il sera Communiste.

Prenez encore par exemple les jardins potagers autour de nos villes. Voilà un travail pour la Ligue de la Jeunesse. On a faim dans les usines, tout le monde souffre de la faim. Pour nous sauver, il faut développer la culture maraîchère, malheureusement cette culture se fait à l'ancienne mode.

Il faut que les éléments les plus conscients se mettent à l'œuvre, et alors vous verrez les potagers grandir, leur surface augmenter, les récoltes s'améliorer. Dans tout la Ligue de la Jeunesse Communiste doit jouer un rôle actif. Chacune de ses organisations doit y voir son devoir immédiat.

La Ligue de la Jeunesse Communiste doit être le groupe de choc qui dans tous les domaines apporte son aide, manifeste son initiative. La Ligue doit être telle que n'importe quel ouvrier voie dans ses membres des gens dont la doctrine lui est peut-être incompréhensible, aux idées de qui il ne croira peut-être pas tout de suite mais dont le travail réel et dont la conduite montrent que ce sont eux qui indiquent la véritable route.

Obligations des Membres de la Jeunesse communiste

Si la Ligue de la Jeunesse Communiste n'arrive pas à exercer dans tous les domaines l'action ainsi définie, c'est qu'elle s'est fourvoyée dans les anciens sentiers bourgeois.

Notre éducation doit être indissolublement unie à la lutte des travailleurs contre les exploités, afin d'aider les premiers à résoudre les problèmes qui découlent de la doctrine communiste.

Les membres de la Jeunesse Communiste doivent consacrer toutes leurs heures de liberté à perfectionner les cultures de telle ou telle usine, à organiser l'instruction de la jeunesse, etc.

De notre Russie pauvre et misérable nous voulons faire une contrée riche. Il faut que la Ligue de la Jeunesse Communiste unisse sa formation, son instruction et son éducation au labeur des paysans et des ouvriers, et qu'elle ne s'enferme pas dans ses écoles en se bornant à lire les livres et les brochures communistes.

C'est seulement en travaillant avec les ouvriers et les paysans qu'on peut devenir un vrai communiste.

Il faut que tous voient que les membres de la Jeunesse Communiste sont instruits, et en même temps qu'ils savent travailler. Lorsque tous verront que nous avons chassé de l'ancienne école le dressage autoritaire, que nous l'avons remplacé par une discipline consciente, que nos jeunes gens participent aux samedis communistes, qu'ils utilisent tous les espaces libres pour rendre service à la population, alors on se mettra à considérer le travail d'un autre œil qu'autrefois.

La Jeunesse Communiste doit se proposer de rendre dans son village ou dans son quartier tous les services possibles : prenons par exemple la répartition des vivres ou le maintien de la propreté.

Comment cela se faisait-il sous le régime capitaliste

Chacun travaillait pour soi, personne ne faisait attention s'il y avait ici des vieux ou des malades, ou bien si tout le ménage retombait sur une pauvre femme asservie et écrasée.

Qui donc combattra tout cela ? — La Ligue de la Jeunesse, qui doit dire : nous transformerons tout, nous organiserons des détachements de jeunes gens qui aideront à nettoyer ou à distribuer les vivres, qui visiteront systématiquement les maisons, qui travailleront pour le bien de tous, en répartissant justement les forces et en montrant que le travail doit être le travail organisé.

L'avenir appartient à la jeunesse

La génération qui a maintenant 50 ans ne peut espérer voir la société communiste. Elle sera morte avant.

Mais la génération qui a aujourd'hui 15 ans, verra, elle, la société communiste, et travaillera à la construire.

Elle doit savoir que tout le but de sa vie est la construction de cette société.

Dans l'ancienne société le travail se faisait par famille isolées, et personne n'établissait la liaison, si ce n'est les propriétaires et les capitalistes, oppresseurs de la masse du peuple. Nous, au contraire, nous devons organiser tous les travaux, si sales ou si durs qu'ils soient, de telle sorte que chaque ouvrier et chaque paysan se dise : je suis une partie de la grande armée du travail et je saurai bien organiser ma vie sans propriétaires et sans capitalistes, je saurai bien établir le régime communiste.

Il faut que la Ligue de la Jeunesse Communiste élève tous les enfants, dès leur bas âge, dans l'idée du travail conscient et discipliné.

Alors seulement nous pouvons espérer que le but que nous nous proposons sera atteint.

Nous calculons qu'il faut au moins dix ans pour électrifier le pays, pour que notre Russie déshéritée puisse profiter des dernières conquêtes de la science.

La génération qui a aujourd'hui quinze ans et qui d'ici 10 à 20 ans vivra dans une société communiste, doit donner pour programme à son éducation que chaque jour dans quelque village ou dans quelque ville la jeunesse résolve pratiquement tel ou tel problème de travail communiste, fût-ce le plus minuscule, fût-ce le plus simple.

Dans la mesure où ce programme se réalisera à travers les villages, dans la mesure où se développera la saine émulation communiste, dans la mesure où la jeunesse montrera qu'elle sait unir ses efforts, le succès du communisme sera assuré.

C'est seulement à la condition de considérer chacune de ses démarches du point de vue de ce succès, à condition de se demander toujours si elle a tout fait pour être digne du nom de travailleurs unis et conscients, que la Jeunesse Communiste groupera le demi-million de ses membres en une grande armée du travail et méritera le respect général.

N. LENINE.

L'Angleterre, Puissance mondiale

Sa Situation économique et sociale

L'Angleterre est sortie du grand conflit entre les impérialistes incontestablement victorieuse. Son importance mondiale qui n'a cessé de s'accroître depuis un demi-siècle, est à son apogée. L'empire anglais encercle le monde de son anneau de fer. Sur toutes les mers, sa flotte a des bases navales. Son pouvoir s'étend aussi aux régions qui complètent l'empire proprement dit. Et s'il peut apparaître que la France est à l'heure actuelle à la tête du capital, coalisé contre la Russie, l'Angleterre demeure pourtant le dernier refuge du capitalisme européen à l'agonie. Toutes les parasites sur les droits de nationalités et sur la démocratie, dont l'Angleterre s'est servie, pour pousser contre l'Allemagne son prolétariat, ne sont plus à présent que boniments hors d'usage. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a permis de démembrer l'Europe Centrale et Orientale et d'y former de nombreux petits Etats, qui ne sont en fait que des colonies anglaises.

Tous les points stratégiques importants, tous les points internationaux, sont à l'Angleterre. Constantinople est un port anglais. 19.000 Anglais y tiennent garnison. L'Angleterre alloue à la Grèce une partie importante de l'Asie Mineure, afin de tirer parti des forces grecques dans la guerre contre la Turquie, mais elle garde l'île de Chypre, peuplée d'Hellènes, dont l'importance stratégique est considérable pour la flotte britannique. L'Angleterre a mis la main sur la navigation du Danube, ce qui fait tomber sous son influence les Etats danubiens. Il semblerait à première vue que l'Angleterre soit sortie de la guerre, non affaiblie, mais affermie.

Il n'en est pourtant pas ainsi. Mais pour montrer les lézardes qui ont fait leur apparition à la suite de la guerre, dans l'édifice de l'Empire anglais, il convient d'en exposer d'abord la construction.

L'Angleterre et ses colonies

Les colonies anglaises forment deux groupes nettement différents. Dans le premier, entrent les colonies, peuplées d'Anglo-Saxons, et d'émigrants et dont les autochtones ont été ou chassés ou exterminés. Les plus importantes sont : le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande, les Etats-Unis de l'Afrique du sud. Voici quelques chiffres qui suffisent à en définir l'importance.

COLONIES	Superficie en millions de km.	Population (millions)
Canada	3,8	environ 7
Australie et Nouvelle Zélande..	3,9	environ 6
Afrique du Sud., approx.	0,5	(moins les indigènes) environ 10
Indes.....	approx. 1,2	(y compris les indig.) environ 300

Ces colonies jouissent depuis longtemps d'une large autonomie : elles ont leurs parlements, leurs

armées et le Canada a même son système monétaire. Leur population est principalement formée d'Anglais, qui depuis toujours, se sont considérés comme les égaux, aux points de vue sociaux et économiques, des citoyens de la métropole.

Le second groupe est formé de colonies peuplées de race indigène, de pays vaincus en un mot, dont la population, privée de certains droits politiques, n'est maintenue dans la soumission que par les armées anglaises et est administrée par des fonctionnaires britanniques. Les plus importantes de ces colonies sont : L'Inde, l'Egypte, l'Afrique Centrale, une partie considérable du Sud-Ouest de l'Asie, qui s'étend de l'Egypte aux Indes et qui a été conquise, en grande partie, pendant la récente guerre. Les populations de ces régions résistent encore à l'heure actuelle. Les pays depuis longtemps conquis par l'Angleterre ont pu être maintenus sous le joug, au moyen de forces de très peu d'importance, grâce à l'excellente organisation des autorités anglaises et à l'inappréciable expérience acquise par les Anglais au cours des siècles dans l'art de conquérir et d'assujettir les peuples. Au début de la guerre mondiale, les troupes tenant garnison aux Indes, c'est-à-dire dans un pays peuplé de 300 millions d'habitants, n'étaient fortes que de 80.000 hommes (officiers compris). Et l'on put au début de la guerre, diminuer encore sans inconvénient sérieux cette garnison déjà numériquement insignifiante.

En dépit des conditions sociales très différentes entre les pays colonisés et conquis, l'attitude de l'Angleterre envers toutes ses colonies a toujours été assez uniforme. Le centre de gravité de la vie économique anglaise, c'est la ville, c'est-à-dire les centres industriels de l'immense empire. Les rapports entre les colonies et l'Angleterre peuvent être ainsi résumés :

1. L'Angleterre recevait de ses colonies des matières premières — coton d'Egypte et des Indes, laine d'Australie, jute des Indes, denrées coloniales de tous ces pays, — et leur fournissait en échange, des articles manufacturés, des machines, des outils, principalement des métaux ouvragés.

Le caractère industriel de l'Angleterre ressort avec évidence de la quasi-disparition de sa population agricole. Avant la guerre, un sixième de la population de la Grande-Bretagne, s'occupait d'agriculture. Le pays, et par conséquent les capitalistes anglais, trouvait beaucoup plus avantageux d'exporter le labeur du prolétariat anglais, sous forme de produits industriels, et de l'échanger, contre les produits de l'agriculture et contre les matières premières des colonies.

2. L'Angleterre est depuis longtemps le capitaliste bailleur de fonds des colonies. Avant la guerre, la moitié à peu près des capitaux de formation nouvelle étaient placés aux colonies. Les bénéfices qu'ils rapportaient revenaient de la sorte à la métropole.

3. L'Angleterre était l'armateur et le frêteur de toutes les colonies. La navigation entre l'Europe et les colonies et même la navigation des colonies

entre elles, était dans l'immense majorité des cas, entre les mains des compagnies anglaises. Le droit exclusif d'exploiter la navigation avait donné au capital anglais, une supériorité considérable sur ses concurrents.

4. L'Angleterre était le banquier de toutes les colonies jusqu'à la guerre, le papier-monnaie anglais était considéré depuis des siècles comme le meilleur. Les bank-notes anglaises étaient depuis longtemps échangées pour de l'or et valaient sur le marché mondial leur valeur nominale en or.

5. Sa puissante flotte faisait de l'Angleterre, le défenseur attiré de ses colonies, contre les entreprises possibles des Etats impérialistes.

Le résultat de cette situation économique, prolongée pendant des siècles, était que la balance commerciale de l'Angleterre demeurait passive. L'Angleterre recevait chaque année, pour un milliard de plus qu'elle n'exportait. Cette différence provenait des capitaux anglais passés à l'étranger : intérêts des emprunts d'Etat, prix du fret que les compagnies anglaises se faisaient payer à l'étranger. Et enfin, revenus fixes tels qu'impôts, appoinement des fonctionnaires britanniques, frais d'entretien des troupes, etc., administrativement soldés par les colonies. Dans cette situation, les classes dominantes de la métropole et des colonies, sans en exclure celles des pays conquis, ne se trouvaient jamais en perte. Car dans ses colonies, l'Angleterre recherche toujours l'appui des classes dirigeantes. C'est ainsi que, d'après la revue *The Nation* « elle s'appuie en Perse, sur la classe des propriétaires fonciers, la plus oisive et la plus rapace de l'Orient »

La liste des colonies anglaises proprement dites est complétée par une liste d'Etats politiquement indépendants en apparence, mais en réalité, situés dans la sphère de domination de l'empire anglais : tel est tout d'abord le Portugal et toutes ses colonies ; tels sont aujourd'hui, depuis la victoire de l'impérialisme anglais, les Etats limitrophes qui se sont détachés de la Russie, et, peut-on dire, tous ceux de l'Europe continentale.

Conséquence de la guerre sur l'économie anglaise

Bien que la puissance britannique semble s'être élevée à une hauteur inconnue jusqu'à ce jour (ce que voudraient croire les politiciens bourgeois et ce qu'ils répètent en toute occasion), la guerre n'a pas été sans influencer profondément sur l'économie anglaise. Les changements de la vie économique, qui intéressent également tous les pays belligérants se sont produits dans la vie économique de l'Angleterre ; appauvrissement de richesse véritable ; croissance monstrueuse, enflure des capitaux fictifs ; enrichissement apparent de la population, ce qui, par suite de la dépréciation de l'argent, devient pour la classe ouvrière, une aggravation directe de ses conditions d'existence ; amoindrissement de la productivité du travail et mauvaise volonté des ouvriers à intensifier leur labeur au sein de la société capitaliste alors que leurs conditions d'existence empirent : incapacité des classes dirigeantes à assurer au prolétariat un minimum de bien-être. Tout ceci, répétons-le, nous le voyons en Angleterre, et nous en reparlerons, par le menu. Soulignons pourtant que les changements dans l'économie anglaise, ne sont pas aussi profonds que dans celle des autres Etats européens belligérants.

La cause en est que l'Angleterre était auparavant la plus riche puissance du monde. C'est ce qui fait qu'elle a pu faire la guerre aussi longtemps, en ne dépensant que ses réserves de richesse et en ne touchant pas au mécanisme même producteur de ses richesses. Après quoi, elle a pu retirer de ses colonies et des autres pays du monde, une partie considérable des capitaux qu'elle y avait placés, et les consacrer à la guerre ; c'est-à-dire qu'elle a su pendant les hostilités, accumuler chez elle une grande quantité de valeurs de toute provenance, sans les rembourser en marchandises. Et quand, les capitaux qu'elle avait naguère placés à l'étranger (les actions et les titres, furent principalement rachetés par les Etats-Unis d'Amérique et par les colonies anglaises elles-mêmes) furent épuisés, tous les Etats du monde lui ouvrirent un crédit qui devait lui permettre de recevoir pendant toute la durée de la guerre des marchandises, sans ruiner pour cela, son économie propre, car sa maîtrise des mers lui permettait parfaitement de se ravitailler et de ravitailler les théâtres de la guerre.

Le fait suivant est aussi à noter. Fidèle à elle-même, l'Angleterre a dans cette guerre aussi, usé de ses traditionnelles méthodes de perfidie et de trahison. Elle a laissé les alliés commencer la guerre, elle n'a elle-même accru ses armements que lentement et progressivement, si bien qu'à la fin de la guerre, alors que la plupart des Etats belligérants y compris les alliés étaient complètement épuisés, l'Angleterre disposait encore d'une formidable armée à l'apogée de sa puissance combative.

C'est ce qui fait qu'elle a pu, au cours des premières années de la guerre, consacrer sa main-d'œuvre à la production au lieu de l'envoyer au front. D'autre part, sa bonne organisation financière de guerre a contribué à diminuer les effets du conflit international sur la vie économique du pays. Tandis que la France et l'Angleterre, pour ne rien dire des petits Etats, faisaient la guerre exclusivement sur leurs crédits, c'est-à-dire au moyen d'emprunts considérables et de l'émission pour des sommes fabuleuses de papier-monnaie, faisant ainsi retomber le fardeau du présent sur les générations futures et créant l'illusion d'un enrichissement de la population, les Anglais finançaient la guerre conformément à leur tradition ; dès le début, les impôts avaient été sérieusement accrus si bien que la plus grande partie des dépenses de guerre était couverte par les rentrées. Ainsi fut évité l'enrichissement apparent, et sa conséquence, la multiplication des industries de luxe ; ainsi se créèrent au contraire des mœurs correspondant parfaitement aux revenus réels de la population. L'Angleterre a de la sorte réussi à boucler aujourd'hui son budget sans déficit et à couvrir à peu près le tiers de ses frais de guerre, pendant la guerre même. Mais la liste des rentrées du gouvernement anglais n'est pas tout à fait correctement rédigée : on y trouve la mention de trois cent millions de livres « de rentrées extraordinaires » provenant de la vente des stocks de guerre. De cette façon seulement, le budget de la Grande-Bretagne se solde par un excédent.

Tous ces facteurs ont fait croire à la bourgeoisie anglaise que le développement économique de sa domination du monde, continuerait à progresser après la guerre en repartant du point où il s'était arrêté en août 1914. La bourgeoisie anglaise s'était longuement préparée à la conclusion de la paix. Des quantités énormes de matières premières avaient été importées. Le monopole anglais du

cabotage et de la navigation avait servi à empêcher tous les autres États à se pourvoir de matières premières. Le fait est que, dès le lendemain de l'armistice, alors que la plupart des belligérants manquaient de tout, l'industrie anglaise se relevait. Mais son relèvement ne dura pas longtemps. L'Angleterre traverse aujourd'hui une des plus graves crises que son histoire connaisse.

Examinons-en les causes de plus près.

Le développement industriel des colonies anglaises

La primauté économique de l'Angleterre vient de ce que la Grande-Bretagne a été le centre industriel d'une moitié du monde. Mais pendant la guerre, lorsqu'il lui fallut adapter sa production aux nécessités du moment, se servir de sa flotte surtout pour le transport des troupes et des munitions, lorsque, dans des colonies éloignées, des stocks considérables de matières premières s'accumulèrent, tandis que d'autre part, le manque des articles manufacturés se faisait sentir, lorsque ces pays éloignés commencèrent à s'enrichir rapidement, par suite du renchérissement des produits d'agriculture, — une nouvelle industrie naquit dans toutes les colonies anglaises et entreprit de lutter sur les marchés locaux contre les articles de la métropole. Nous n'avons malheureusement pas sous la main de statistiques permettant de donner un tableau précis de ce fait. Aussi devons-nous nous contenter de faire connaître, quelques phénomènes bien symptomatiques.

L'essor économique du Canada est surtout remarquable. Nous lisons par exemple dans *The Economist* du 19 juin dernier :

« La situation des industries rurales au Canada s'est sérieusement aggravée. Au début de l'année 1914, les travailleurs des campagnes, attirés par les hauts salaires et les courtes journées de travail, affluèrent par milliers dans les villes.

« Le Canada produit moins d'articles alimentaires qu'il n'en faut pour sa consommation et en produit moins à l'heure actuelle qu'il y a six ans. Tant qu'un remède n'aura pas été apporté, nous n'avons nul espoir de voir diminuer le *minimum d'entretien d'un travailleur*. L'industrie se développe au Canada de la façon la plus moderne. Une concentration grandiose des capitaux et des entreprises s'accomplit, accompagnée de tous les développements inévitables du capital usuraire qui finance la production. Donnons-en un exemple : la British Empire Steel Company a trusté toutes les usines métallurgiques travaillant le fer et l'acier du Canada. Cette compagnie étend maintenant son influence sur les grandes sociétés de navigation aux mains desquelles se trouvent les lignes de service intérieur du Canada et dont la principale est la Canada Steam Ship Company.

« Le capital, totalement remboursé de cette société, se monte — d'après les chiffres de M. Armstrong, membre du parlement canadien — à six millions de dollars et d'après un des directeurs de la compagnie en question (M. Bristol) à dix-sept millions de dollars. La British Empire Steel Company offre 44 millions de dollars d'actions afin de racheter toutes celles de la compagnie de navigation Marge qui, dans ces conditions, valent vingt-sept (ou en comparant les cours, trente-huit) millions de dollars. Remarquons que le ca-

pital de cette société est formé d'actions de cinq et dix dollars. Une semblable concentration s'observe aussi dans l'industrie forestière et dans les chemins de fer canadiens. »

Remarquons que la production de ces vastes entreprises et notamment de la Steel Company tend à diminuer. Elle s'élevait ainsi à :

HOUILLE

	Millions de tonnes
En 1916	5,3
— 1917	4,3
— 1918	3,8
— 1919	3,6
— 1920	3,5

FER ET ACIER

	Fonte	Acier	Rails
En 1919	308.000 t.	342.000 t.	165.000 t.
— 1920	184.000 t.	220.000 t.	69.000 t.

Dans ces conditions, il n'est rien d'étonnant à ce que les capitalistes canadiens veulent défendre leurs bénéfices par les méthodes mêmes dont se servent les puissances impérialistes : ils réclament des tarifs douaniers protecteurs. Les capitalistes canadiens et leur presse font campagne dans ce sens.

L'introduction des tarifs douaniers protecteurs est non seulement exigée par les représentants de l'industrie textile, mais aussi par les maîtres de branches d'industrie telles que la fabrication d'outillage agricole, qui avant guerre exportaient beaucoup et notamment en Russie. Ajoutons ici que la banknote canadienne a un cours sensiblement plus élevé que la livre anglaise. On voit désormais combien se sont modifiés les rapports économiques entre l'Angleterre et le Canada.

Dans d'autres colonies anglaises, nous voyons se produire le même fait. En Australie par exemple, les fermiers se sont considérablement enrichis pendant la guerre, les prix élevés, surtout ceux des terres, les ont enrichis au point que l'Australie a pu, de même que le Canada, payer à la métropole une grande partie de ses dettes et devenir même son bailleur de fonds. On observe en conséquence en Australie une tendance marquée à l'autonomie politique et le désir de satisfaire les besoins locaux par les forces propres du pays.

Le *Times* du 3 octobre dernier citait l'opinion du sénateur Millen qui affirme que l'Australie a surtout besoin d'un accroissement de population. Les firmes industrielles anglaises ont créé des succursales dans toute l'Australie. L'Australie encourage leurs initiatives et encouragera de même toute importation de capital industriel.

Même situation en Nouvelle Zélande. Hausse de la valeur des terres et enrichissement des fermiers. Au cours des dix dernières années, se plait-on à répéter, des trésors ont été accumulés en Nouvelle-Zélande.

En Tasmanie, une nouvelle industrie se crée. Nous lisons dans le *Manchester Guardian* du 8 septembre : « Trois grandes firmes anglaises ont ouvert dans la capitale de l'île de grandes fabriques de cacao et de chocolat. Non loin de la cité, une fabrique de carbide et de sel de potasse est construite, dont les machines sont actionnées par des turbines d'une puissance de 3.500 chevaux vapeur. Au nord, une firme anglaise construit une

fabrique de tissus. La Tasmanie manquant d'ouvriers qualifiés, des maîtres ouvriers y ont été transportés du Lancashire afin d'y enseigner les métiers nécessaires. L'île éprouve un grand besoin de ciment; une firme anglaise fonde une usine pour lui en fournir (*Manchester Guardian* du 5 novembre 1920). D'une façon générale, les renseignements abondent sur le développement fébrile de l'industrie dans ce pays. Même dans l'Inde, c'est-à-dire dans le domaine de l'empire anglais soumis à la plus grande exploitation, l'industrie est prospère : il est vrai que sa prospérité se fonde sur le traitement inqualifiable des travailleurs indigènes.

Nous avons trouvé, dans un numéro de l'*Humanité* un extrait de la *Modern Review*, revue éditée à Calcutta, qui nous renseigne sur les conditions de travail faites aux Hindous. De 1910 à 1917, et en dépit de la cherté croissante des vivres, les salaires des ouvriers anglais n'ont augmenté que de 20 à 30 %. Les travailleurs de la terre gagnaient en 1917 de 20 à 80 centimes par jour. Les menuisiers de 80 centimes à 2 francs. Les tailleurs de pierre gagnaient jusqu'à 2 fr. 40. En 1918 les ouvriers de fabrique touchaient des salaires de 40 à 80 centimes par jour. Les fabriques de tissus de l'Inde septentrionale payaient 4 francs par semaine et les fabriques de jute 3 francs 30. Les mineurs ne gagnent depuis 1910 que 80 centimes. Leur salaire équivaut à 1 fr. 15 la tonne de charbon extrait qui est payée 15 fr. à l'ouvrier anglais.

Ce développement remarquable de l'industrie coloniale est l'une des causes de la difficulté d'écoulement des produits anglais sur les marchés du monde.

Naturellement, le même processus s'est accompli ailleurs que dans les colonies anglaises, et surtout aux États-Unis et au Japon. Nous consacrerons à ces deux pays une étude spéciale. Les progrès surprenants de l'industrie textile (hors d'Angleterre) et ce qu'ils signifient nous sont expliqués par un article de l'*Economiste* du 8 novembre 1920. L'article s'intitule : *De l'outillage de l'industrie textile destiné à l'exportation*. Nous y trouvons notamment ce qui suit :

« Des représentants de l'industrie textile japonaise sont arrivés au cours des dernières semaines à Longshire afin d'y acheter des machines à tissu de papier. Ils ont trouvé les fabricants surchargés de commandes; la plupart des firmes ont conclu des contrats dont l'exécution prendra trois à quatre années. Ne pouvant acquiescer ce qu'ils désiraient, les Japonais ont cherché à acheter les fabriques anglaises afin d'en exporter l'outillage après avoir liquidé les stocks. Leurs pourparlers avec les directeurs de certaines sociétés continuent, dit-on, mais nous ne sommes pas convaincus, ajoute l'*Economiste*, que l'on puisse considérer une semblable opération comme avantageuse. »

Non seulement la concurrence des industries de formation récente dans les colonies anglaises, mais aussi la concurrence de l'Amérique du Nord et du Japon mettent obstacle à l'écoulement des produits anglais. Les produits de l'Europe centrale qui, grâce au cours dérisoire du papier-monnaie se vendent à bon marché dans les pays neutres, concurrencent aussi avantageusement les articles anglais.

Les revues anglaises, comme toute la presse d'outre-Manche, sont pleines d'articles sur la con-

currence que les capitaux américains et japonais font à l'industrie anglaise. Le supplément hebdomadaire du *Manchester Guardian* du 5 novembre 1920, donnait un article fortement documenté sur les succès rapides du capital japonais en Chine. Mais passons sur les détails, afin de ne pas trop nous écarter de notre sujet principal.

L'Europe exclue du nombre des clients

Restent à l'industrie anglaise les marchés de l'Europe continentale qui, avec ses 400 millions d'habitants manquant de combustible, pourrait recevoir une quantité énorme de marchandises. Mais la vente en Europe centrale est compliquée du fait que ses marchés ne peuvent rien donner en échange. A la conclusion de l'armistice, les capitalistes anglais ont voulu tourner la difficulté de deux façons. Ils achetaient des actions et des entreprises entières en Europe et payaient leurs achats en marchandises. D'autre part, ils permettaient aux nouveaux États de l'Europe orientale et principalement à ceux dont l'avenir semble assuré, d'émettre des emprunts couverts surtout en marchandises anglaises. Mais les États de l'Europe centrale et orientale ont été si complètement ruinés par la guerre, qu'ils consommaient immédiatement les marchandises reçues et qu'il ne leur resta plus bientôt qu'un crédit limité. A l'heure actuelle, ils ne peuvent d'une façon générale plus acheter de marchandises anglaises, l'argent anglais atteignant chez eux une valeur trop haute.

Rien d'étonnant après cela que la courte période de prospérité qui suivit pour l'Angleterre la conclusion de l'armistice aboutit à la crise grave dont parlent aujourd'hui tous les journaux.

La crise économique en Angleterre

Les facteurs dont nous avons parlé plus haut n'ont agi avec toute leur puissance que depuis l'automne dernier. Jusqu'à ce moment la crise fut latente voilée par l'habileté des capitalistes. Les stocks augmentaient, mais les fabriques continuaient le travail. Ce ne fut qu'au début de septembre que les premiers symptômes de la crise se manifestèrent. Une des grandes aciéries de Sheffield, associée à la corporation de l'Acier (syndicat patronal qui embrasse toute l'industrie anglaise), commença à congédier, faute de travail, des milliers d'ouvriers. (*Gazette de Francfort*, 3 octobre 1920.)

L'*Economiste* du 2 octobre 1920 écrit : « Les perspectives de l'industrie sont obscures. La vente devient difficile. » Le 7 octobre 1920, nous lisons dans le *Times* : « Nous voici en présence d'une redoutable baisse de prix. »

Depuis, les renseignements sur la crise se multiplient dans toute la presse anglaise et dans toutes les revues spéciales. Le *Manchester Guardian* du 29 octobre décrit la situation en ces termes :

« Le trimestre qui vient de s'écouler (septembre) atteste une telle baisse du commerce de notre pays que les plus grandes inquiétudes en sont justifiées. Point n'est besoin d'en douter; les événements des derniers mois ont fait comprendre à beaucoup que les conditions artificielles créées par la guerre : hausse anormale des prix, enflure des crédits, émission exagérée de papier-monnaie et

gaspillage inutile des forces militaires, ont causé un préjudice énorme à la vie sociale et qu'il faudra de longues années de patience et de travail opiniâtre pour réparer le mal.

« Entre autres causes de la crise du commerce, il convient de mentionner : l'appauvrissement de nos clients étrangers, la cherté de l'argent, la suppression du crédit, l'effervescence parmi les ouvriers, qui crée aux patrons des difficultés et ne leur permet pas de garantir l'exécution des contrats dans un certain délai, et enfin l'accroissement des impôts, y compris les taxes exagérées sur les bénéfices.

« Commerce du coton. — En septembre et octobre s'est produite une baisse de prix du coton brut ; les commandes cessent et les efforts faits pour assurer aux fabriques de tissus-papier tant soit peu de travail sont vains.

« Industrie de la laine et filature de laine. — Baisse de prix et cessation des commandes, d'où arrêt du travail dans nombre de fabriques de l'ouest.

« D'autres grandes industries sont également atteintes par la crise. »

Le même journal écrit, le même jour, sur l'industrie de la chaussure :

« L'existence de grands stocks, la fermeture des marchés continentaux et les difficultés financières, telles sont les causes principales de la baisse des prix des chaussures. Les prix de vente au détail n'ont pourtant aucune tendance à baisser, même en rapport avec les prix du gros du marché.

« Et cette industrie souffre comme la plupart des autres des conséquences de la guerre. Ainsi, des grands stocks existent. Les marchés du continent sont fermés, le nombre des ouvriers s'est accru de 20 à 30 % par rapport aux chiffres de l'avant-guerre ; les acheteurs du pays même ont moins de capacité d'achat qu'auparavant, à cause de l'élévation des prix, et le salaire hebdomadaire du travail s'est amoindri. On escompte une baisse sensible des prix au cours du mois prochain.

« Les prix en gros ont baissé, selon certaines sources d'information, de 15 à 20 % et, selon d'autres, de 20 à 30 %.

Nous pourrions multiplier ces citations.

Deux circonstances confèrent à cette crise un cachet particulier. Elle réunit d'une façon très curieuse l'insuffisance de production et la surproduction. Tandis que le charbon, le bois et quelques produits alimentaires de première nécessité : froment, beurre, œufs, font défaut, la surproduction sévit à coup sûr dans toute une série d'industries (le prix du pain a été récemment élevé de trois pence par livre, une prochaine augmentation de deux pence est officiellement annoncée). Ceci à l'heure précise où le prix du froment américain baisse sensiblement. L'augmentation de la ration du beurre est remise jusqu'à la fin de l'année. Les œufs ont dernièrement été tarifés. Les causes en sont compréhensibles. Ou les marchés étrangers n'ont pas besoin de produits anglais et peuvent largement se suffire avec les produits du pays et l'importation américaine, ou ils achètent en Europe continentale, bénéficiant ainsi de la baisse du change ; ou bien ils ne peuvent acheter d'articles anglais, même si les besoins s'en font sentir, par suite de la dépréciation de la monnaie. Quant au

marché intérieur, les travailleurs anglais ne peuvent rien acheter par suite de la cherté des denrées alimentaires et des articles de première nécessité. Cette situation permet même l'apparition sur le marché anglais — et non sans succès — de produits de l'industrie allemande (pourtant bien débilisés).

Nous lisons à ce sujet, dans le *Times* du 10 novembre 1920 :

« Tels sont les résultats des variations du change (le mark allemand vaut 4/5 de pence) ; les fabricants allemands peuvent vendre sur les marchés anglais, à des prix défilant la concurrence de nos industriels. Un fabricant allemand de verres d'optique a, par exemple, fait une excellente affaire en vendant, en Angleterre, ses produits à 60 ou 100 % au-dessous de leur prix de revient dans le pays même. 12.000 jumelles prismatiques ont été offertes à Londres par des négociants allemands à un prix au-dessous de leur prix de revient en Angleterre.

« Ganterie. — En 1913, la fabrication des gants, en Angleterre, en produisait 880.000 yards. Nos manufacturiers la développèrent tant et si bien qu'en 1918, leur production atteignait 5.200.000.000 ; mais au cours de ces temps derniers, les représentants des firmes allemandes se sont donné pour tâche de conquérir le marché anglais, et ont fréquemment fait des offres de marchandises à des prix inférieurs de plusieurs shillings au prix de revient anglais. Nous savons que les maisons de gros ont fait de grandes commandes à l'industrie allemande. »

La situation de l'industrie anglaise du jouet est désastreuse. Dans les premiers mois de 1920, on a importé d'Allemagne au Royaume-Uni pour plus de 1.630.000 shillings de jouets. La valeur de cette importation a donc augmenté de 120 % par rapport à ce qu'elle était en 1914.

Une seconde circonstance intéressante, c'est que la crise se développe en quelque sorte avec organisation : pas de brusque baisse de prix, pas de panique, pas de grandes faillites. Elle est la conséquence de la surproduction et se terminera lorsque les grands stocks de marchandises auront atteint leur « prix social », lorsque toutes les marchandises seront jetées sur le marché à un prix normal. Mais nous ne voyons encore rien de semblable. Le capital soutient toutes les entreprises, les prix ne baissent que dérisoirement, les stocks se conservent, mais la production est ou restreinte ou arrêtée.

Qu'est-ce à dire au point de vue social ?

Cela veut dire que les ouvriers feront les frais de la crise. Toutes les charges du rétablissement de l'équilibre de la production retomberont évidemment sur le prolétariat sous la forme d'un long chômage. Les capitalistes de l'industrie textile introduisent, dans leurs manufactures, le « short time » ou courte journées de travail ; de nombreux fabricants anglais ont profité de la grève des mineurs pour arrêter le travail, bien qu'ils eussent du charbon pour plusieurs semaines (*Workers Dreadnought* du 23 nov. 20). Et les dividendes considérables payés en 1920 par des sociétés anglaises à leurs actionnaires ne doivent pas nous induire en erreur. Ils provenaient des bénéfices réalisés en 1919 et parfois même en 1918, pendant la guerre. La tendance du capital organisé à faire retomber tout le fardeau de la crise sur les ouvriers lui a permis de payer ses dividendes. Mais le proléta-

riat anglais ne peut pas ne pas s'émouvoir de ce que les firmes textiles versent en moyenne du 16 % à leurs actionnaires, alors que leurs ouvriers ne travaillent que trois jours par semaine.

Situation des organisations ouvrières

La prospérité de l'industrie anglaise, après l'armistice, n'a rien donné aux ouvriers. La cherté des vivres a augmenté chaque mois. L'attente d'une baisse de prix a été déçue, alors que la hausse des articles de première nécessité dépassait sensiblement celle des salaires.

Les journaux anglais ont beaucoup écrit, depuis quelques mois, sur la baisse des prix. D'après *l'Économiste*, les prix ont atteint leur apogée au printemps 1920, et depuis ont eu une tendance à la baisse, qui a surtout été remarquable au mois de novembre. Si nous examinons de plus près ce fait, nous trouverons que cette tendance à la baisse se fait surtout sentir dans la vente en gros des articles que ne consomme point la population ouvrière ; par contre, et jusqu'en novembre 1920, les prix des articles de première nécessité n'ont pas cessé d'augmenter. Les chiffres régulièrement publiés par la *Labour Gazette*, sous la rubrique « Cost of Living » (coût de la vie) nous le montrent. Si l'on désigne par 100 unités le cours de la vie à la fin de la guerre mondiale, on obtient le tableau suivant :

1919		1920	
Juillet	110 %	Janvier	125 %
Août	115 %	Février	130 %
Septembre	115 %	Mars	130 %
Octobre	120 %	Avril	132 %
Novembre	123 %	Mai	141 %
Décembre	125 %	Juin	150 %
		Juillet	152 %
		Août	155 %
		Septembre	161 %
		Octobre	164 %

Et si nous nous bornons à considérer les prix des denrées alimentaires, l'augmentation, au 1^{er} octobre 1920, sera de 170 %.

Cette cherté des vivres entraîne une diminution rapide du bien-être des ouvriers anglais. Un communiste anglais a exposé de façon saisissante, dans le numéro 11 de *l'Internationale Communiste*, la situation de l'ouvrier anglais. Mais elle s'est depuis aggravée, et nous n'avons nul espoir de la voir s'améliorer dans un avenir proche. La *Federation of British Industries*, qui est l'une des plus grandes sociétés d'employeurs anglais (voir le *Times* du 7 oct. 1920), l'a nettement déclaré : « La classe ouvrière ne peut espérer une rapide amélioration de sa situation; il est au contraire à redouter que celle-ci s'aggrave encore. »

Les capitalistes anglais, comme ceux du monde entier, ne connaissent qu'un moyen : élever la productivité de la main-d'œuvre. Mais c'est précisément ce qui est en question en Angleterre et partout. Les données précises que nous possédons sur l'extraction de la houille, facile à surveiller à cause de son peu de complexité, sont assez connues. Le ministre Horne constatait récemment que : Notre exploitation est maintenant inférieure de 50 % de ce qu'elle était avant la guerre. L'extraction de la houille s'élevait alors à 287.000.000 de tonnes par an. Pour le premier trimestre de cette année, elle correspond à 248 millions de tonnes et

pour le second, elle tombe à 232 millions. » Nous pouvons ajouter que ces chiffres ont encore baissé, par suite de la grève du second semestre de 1920. Avant guerre, un mineur fournissait 270 tonnes de charbon par an; il n'en fournit que 200 en 1920. La production a baissé dans les mêmes proportions dans toutes les branches de l'industrie anglaise. Si nous parcourons dans les journaux les rapports des directeurs des grandes sociétés par actions, présentés aux actionnaires — lecture hautement intéressante, à qui étudie l'histoire du développement économique de notre temps — nous y trouvons à tout moment des récriminations contre la paresse des travailleurs et la baisse de la production. Et, certes, les récriminations sur l'augmentation des salaires passent, dans ces conditions, au second plan.

Les directeurs ont beau souligner que le travail a atteint sa productivité maximum et que toute hausse des salaires supprimerait les bénéfices, il n'en est pas moins vrai que la grande question est celle de la production du travail.

La différence entre la hausse des salaires et celle du coût de la vie ne peut pas nous servir à mesurer l'aggravation des conditions d'existence du prolétariat anglais. Car il faut encore tenir compte du chômage croissant.

Nous citerons ici des chiffres qui ne concernent que les industries dont les chômeurs sont secourus par l'État. Il s'agit donc de certaine catégorie d'ouvriers qualifiés. Les chiffres suivants indiquent le maximum et le minimum de chômage par mois et par pourcentage :

1913	1,7—2,6
1916	0,3—0,6
1917	0,3—1,4
1918	0,4—1,2
1919	1,6—3,2
1920 janvier	2,9
— février	1,1
— avril	0,9
— mai	1,1
— juin	1,2
— juillet	1,4
— août	1,6

Le ministre du travail, Mac Namara, a donné à la Chambre des Communes, sur l'extension du chômage au cours des derniers mois, les renseignements suivants (*Times* du 18 novembre) :

« Au moment où éclata la grève des mineurs, c'est-à-dire le 15 octobre 1920, le nombre des sans-travail atteignait 4,5 %. Ne sont pas inclus, dans ce nombre, les ouvriers non qualifiés, les manœuvres et les apprentis parmi lesquels le nombre des chômeurs est beaucoup plus grand. »

Des centaines de milliers d'ouvriers ne travaillent en outre que 3 heures par semaine. Et la grève des mineurs a fortement accru le chômage.

Nous sommes donc fondés à dire que la situation de l'ouvrier qualifié anglais est loin d'être aussi favorable qu'elle l'était avant la guerre. La baisse de niveau de ses conditions d'existence et la croissance du chômage le démontrent. Le capital anglais n'étant plus maître des marchés du monde, ne peut plus assurer aux ouvriers les mêmes conditions d'existence qu'auparavant, et il n'est certes pas question de les améliorer par rapport à ce qu'elles étaient avant la guerre. Les intentions des capitalistes anglais sont exprimées d'une façon très caractéristique par les lignes sui-

vantes, que nous cueillons dans le *Times* du 17 novembre :

« *Les prix baissent ; que la classe ouvrière ne s'oppose donc pas à une diminution nominale des salaires, puisque les salaires, même diminués, permettront d'acquérir autant de produits.* »

Si nous rapprochons cette phrase de la déclaration de la Fédération of British Industries, il ressortira à nos yeux avec évidence que les capitalistes anglais, loin de penser à améliorer la condition de leurs ouvriers, songent à diminuer encore les salaires.

Une sourde irritation, qui n'a pas encore pris une forme décisive, en résulte dans la classe ouvrière. Et nous avons déjà pu noter les symptômes d'un véritable mouvement révolutionnaire. Cet été, les soldats revenus de la guerre se sont emparés, en Ecosse, de terres qu'ils ont commencé à défricher ; et la passivité des autorités locales a provoqué l'indignation du *Times*. « Devons-nous croire que les violations de la loi passeront désormais inaperçues en Ecosse ? N'y a-t-il donc plus de contrôle véritable sur les pouvoirs ? » (*Times* du 3 août). Le mouvement des Shop Stewards Committees, la rapide unification des trade-unions, jusqu'alors isolés, l'insubordination de plus en plus fréquente des syndiqués envers la bureaucratie syndicale, la formation du comité d'action et, surtout, la sympathie toujours croissante pour la Russie des Soviets, autant de symptômes de la transformation de l'état d'esprit des masses ouvrières en Angleterre. Mais tout cela est encore en voie de croissance, plein d'hésitations, instable et contradictoire.

Les leçons de la grève des mineurs

L'état d'esprit indécis, équivoque même, des ouvriers anglais, l'esprit révolutionnaire des masses et le conservatisme des chefs qui entravent le mouvement, se sont nettement manifestés pendant la grande grève des mineurs d'octobre 1920. Nous supposons naturellement le lecteur au courant des faits, et nous nous bornerons donc à n'en indiquer que les traits essentiels.

Comment débuta le mouvement ? Il se donna dès le début un programme révolutionnaire. Nationalisation des mines et contrôle ouvrier. Et en attendant, les ouvriers non qualifiés exigeaient une augmentation des salaires, en posant cette condition qu'elle ne retomberait pas sur le consommateur et que l'augmentation du prix du charbon, autorisée par le gouvernement au printemps 1920, serait abrogée. En d'autres termes, c'était une tentative pour améliorer la situation des ouvriers au détriment des bénéfices du capital. (On ne peut pas dire que cette conception ait été en tout point correcte ; le monopole du charbon, sur les marchés du monde, dont l'Angleterre dispose en fait, permettait au capital britannique de faire retomber, avec l'approbation du gouvernement, tout le poids de l'augmentation des salaires sur les mineurs, et partant sur le prolétariat des autres pays. Bref, l'ancienne tactique des capitalistes anglais aurait pu revêtir une forme nouvelle ; mais il eût toujours été question de jeter à une couche privilégiée de la classe ouvrière les miettes des bénéfices acquis par le pillage de diverses parties du monde.)

Comment se termina le mouvement ? Il se termina en contradiction absolue avec son début. Avant la grève même, toutes les revendications révolutionnaires (nationalisation, contrôle ouvrier, baisse des prix) avaient été éliminées. Et il ne subsistait qu'une très ordinaire demande

d'augmentation des salaires. Ce n'était déjà plus qu'une bagatelle, pour les capitalistes miniers, — leur monopole étant donné — qui auraient pu aisément, faire payer les augmentations de salaires, par les pays étrangers. Mais ils tirèrent parti de la concession des ouvriers, pour s'assurer une augmentation de production ; le contrat spécifiait que les mineurs n'auraient droit à une augmentation des salaires que lorsque la production atteindrait un maximum défini. Les capitalistes anglais réussirent donc à retourner contre les ouvriers une grève révolutionnaire à son début, et à conclure avec les mineurs un contrat qui assurait l'augmentation de la production. Solution tout à fait contre-révolutionnaire.

Comment réussit-on à retourner ainsi le mouvement ? Grâce à l'influence des chefs des trade-unions. Pendant les pourparlers, qui durèrent des mois, toute ardeur révolutionnaire s'éteignit dans les masses. Le gouvernement eut la faculté de prendre toutes mesures propres à amener l'échec de la grève et à neutraliser sa vigueur révolutionnaire. La puissante presse capitaliste, qui submerge littéralement la presse ouvrière, eut tout le loisir de préparer l'opinion publique et les larges masses de la classe ouvrière, dont la grève menaçait l'existence même, contre le mouvement. Cependant la situation économique empirait sensiblement. Les capitalistes résolurent de profiter de la grève pour congédier en masse leurs ouvriers (*Worker's Dreadnought*, 23 oct. 20) et s'efforcèrent de préparer dans le public un état d'esprit hostile à la grève. Tout ceci ne fut possible que grâce à la longueur des pourparlers. Les chefs des trade-unions avaient réussi à épuiser totalement l'ardeur révolutionnaire des masses.

Ils ont d'ailleurs fait plus encore, ils ont répété en toute occurrence que les mineurs ne voulaient pas la révolution, que les mineurs consentaient à intensifier la production, que le travail et le capital dépendent l'un de l'autre. Avec des chefs de cette acabit le triomphe de la bourgeoisie était assuré.

Le jour même de la grève, le *Times* écrivait qu'il n'y avait dans cette crise grave qu'un fait rassurant que « les chefs des trade-unions n'avaient pas perdu la tête ».

Thomas, leader des cheminots, à qui il appartenait d'apporter aux mineurs un concours puissant (la grève de solidarité des chemins de fer était fixée au 25) adressa un appel au gouvernement. Rétablissez la confiance ! lui disait-il en l'invitant à consentir aux mineurs, une augmentation de salaire. Et quand Lloyd George ouvrit les négociations, les cheminots renoncèrent aussitôt à la grève. L'attitude de Smillie fut tout ce qu'on voudra, mais ne fut pas révolutionnaire. On conçoit que la bourgeoisie ait pu suivre les événements avec tranquillité. Le *Spectator* du 23 novembre écrit : « La Cité était, à la déclaration de grève, parfaitement calme. Les gros capitalistes ne veulent pas de lutte jusqu'au bout ». Les personnes intéressées à la prospérité des affaires, ne peuvent pas se permettre le luxe de tant d'héroïsme. A quoi bon ? les intérêts du capital, étant donné la mentalité que nous connaissons aux « chefs » ouvriers, devaient être mieux assurés par un contrat que par une lutte à outrance, dont le résultat aurait peut-être été de tourner l'énergie révolutionnaire des ouvriers contre les leaders.

La victoire de la bourgeoisie est-elle assurée pour longtemps ?

Nullement. Déjà le referendum organisé pour la

ratification du contrat, a donné une majorité faible, il est vrai, à l'opposition. Le contrat n'a pu être validé, que parce que les statuts exigent pour continuer une grève, alors que les dirigeants des unions en conseillent la fin, une majorité des trois-quarts de voix. Mais un profond mécontentement en résulte. Les ouvriers qui se sentent trompés, n'ont pas craint de manifester leurs sentiments. La presse bourgeoise a constaté avec effroi que « les chefs des trade-unions perdent rapidement leur popularité ». L'accord a été conclu pour un délai de quatre mois. Une nouvelle grève semble imminente, en présence de laquelle la victoire de la bourgeoisie est problématique (1). Le *Manchester Guardian* du 15 novembre, écrit sur ce referendum :

« Le referendum atteste plutôt le désir de terminer la grève, que la joie ou la satisfaction des résultats acquis. Les clauses de l'accord sont impopulaires, et la majorité des votants n'y voit assurément qu'un palliatif temporaire. Ils ne considéraient nullement que le principe de la modification des salaires, conformément au cours de la production, demeurera intangible dans le mécanisme qui régularise la fixation des salaires ».

L'ouvrier anglais et la politique bourgeoise

Thomas, représentant le plus typique des trade-unionistes et des parlementaires ouvriers, bien disposé envers la bourgeoisie a pu dire pendant la grève des mineurs : « il y avait dans les deux camps, des hommes qui espéraient, que la lutte, serait cette fois, poussée jusqu'au bout ». Il ajoutait que si les ouvriers voulaient réellement renverser l'ordre bourgeois, ils n'avaient qu'à se servir, pour leur fin de l'urne électorale (*Daily Herald*, 25 oct. 20).

La suggestion de faire du bulletin de vote, la meilleure arme contre le capital, n'est nullement personnelle à Thomas. Cette tactique a été habituellement préconisée, par les chefs conservateurs du mouvement ouvrier anglais. Quant à l'issue de la guerre mondiale, les ouvriers virent que Lloyd George les avait dupés, que toute la rhétorique, la lutte contre l'impérialisme allemand, pour la démocratie et pour le droit des nationalités, n'avait servi qu'à substituer au militarisme germanique le militarisme anglo-français, tout aussi réactionnaire (la France a maintenant 800.000 hommes sous les armes. L'Angleterre entretient, outre sa flotte, une armée d'un demi million d'hommes, — *Labour Leader*, du 2 octobre 20), que le droit des nationalités avait servi à justifier, le démembrement de l'Europe Orientale et Centrale en de petits Etats rivaux, colonisés par l'Angleterre et la France, que la Ligue des Nations, si solennellement instituée, était devenue, par l'exclusion de l'Allemagne et de la Russie, une arme entre les mains de l'Angleterre, arme dont cette dernière se sert pour soumettre (diplomatiquement) tous les peuples du monde, — quand ils ont compris tout cela, les ouvriers anglais, en ont éprouvé une profonde indignation. Mais à toutes leurs récriminations, les chefs répondaient : « Si vous aviez voté, après l'armistice, pour le Labour Party, la politique du pays aurait été tout autre.

Mais le fait est que, si nous étudions la composition sociale du Parlement anglais actuel, l'incapa-

(1) Cet article a été écrit à Moscou le 1^{er} décembre 1920.

cité du parlementarisme à faire face aux antagonismes sociaux, nous sautera aux yeux. En Angleterre, c'est-à-dire dans un pays où l'immense majorité de la population est formée de prolétaires, de salariés, au sens littéral du mot, nous trouvons dans la Chambre des Communes (d'après M. Harold, I. Lasky, *The Nation*, 9 oct. 1920) :

115 propriétaires fonciers.
61 directeurs de sociétés d'assurances.
17 directeurs de sociétés minières.
30 directeurs de compagnies de navigation.
19 usiniers de l'industrie textile.
138 manufacturiers.
28 directeurs de banques.
4 directeurs d'exploitation de naphte.
10 brasseurs.
102 avocats.
50 officiers (armée).
12 officiers (marine).
10 médecins.
et 67 membres des organisations ouvrières.

A l'exception de ces derniers, des médecins, des officiers et des avocats, 422 membres, sur 710, y représentent donc les intérêts du gros commerce et de la grande industrie.

Nul n'ignore que la même personne peut diriger simultanément une douzaine de sociétés différentes. Il a été difficile de comprendre, pourquoi le ministère de l'industrie s'est refusé à renvoyer devant les tribunaux les compagnies de navigation, dont les vaisseaux n'ont pas le personnel prescrit par la loi, pour le service de radiotélégraphie : c'est que ce personnel s'est tout dernièrement mis en grève. — Point n'est besoin de s'étonner non plus, que Lloyd George ne craigne pas de se servir de la calomnie, contre les mineurs, qui demandent justice. Il faut bien qu'il se soumette ou qu'il se démette. La Fédération anglaise de l'industrie, dont le capital s'élève à 4 milliards de livres sterling, n'envoie pas pour rien 300 députés aux Communes.

A la fin de la guerre, les ouvriers obéissaient en tout aux directives de leurs chefs : toutes les élections complémentaires furent des succès pour le parti ouvrier. On parla même de la nécessité de refaire les élections générales. A peu près à l'époque de la fin de la grève des mineurs, les élections municipales avaient lieu en Ecosse et en Irlande, et, fait remarquable, le Labour Party n'y remportait déjà plus de si brillants succès. La proportion des votants était moindre. Bien que le Labour Party ait encore fait d'assez bonnes affaires, il a, néanmoins, éprouvé des échecs, précisément, dans les centres ouvriers. Il a perdu :

à Bradford	6 sièges
» Birmingham	6 —
» Leeds	3 —
» Liverpool	2 —
» Manchester	2 —

(*Manchester Guardian*, 5 nov.)

L'arrêt de développement du Labour Party, serait difficile à expliquer, autrement que par le dégoût inspiré aux ouvriers par la politique parlementaire. C'est un pas vers l'antiparlementarisme. Les ouvriers anglais, y compris les communistes, doivent apprendre à surmonter leur répugnance. Sachant bien que la lutte de classe ne peut ni se dérouler, ni s'achever au Parlement, ils doivent

pourtant apprendre à tirer parti du Parlement, comme de tout autre champ d'action, pour faire naître parmi les masses prolétariennes un état d'esprit révolutionnaire.

La question irlandaise

La question irlandaise se situe un peu à l'écart de la grande politique anglaise. Il est facile de commettre en l'examinant de grandes erreurs, bien naturelles si l'on y applique le point de vue du « Capital » et d'autres œuvres socialistes, plus anciennes encore. Ces points de vue ont vieilli. Il n'y a plus en Irlande de fermiers misérables ; ceux-ci sont devenus des petits propriétaires cossus et ravitaillent les villes anglaises en farine, en beurre, en fromage, en viande et autres articles de consommation. La lutte qui fait rage actuellement en Irlande n'est plus aucunement celle des pauvres fermiers contre les landlords.

Le lecteur connaît assez l'acharnement déployé dans cette lutte de part et d'autre, les assassinats des policiers anglais, les brutales représailles de la troupe britannique, la mort de faim du lord-maire de Cork. Nous ne voulons donner ici, que quelques renseignements précis sur la situation en Irlande.

Le *Times* du 21 octobre écrit : « Il convient de classer au nombre des actes de provocation commis par la troupe et par la police anglaises, pour la seule année 1919 : 14.000 agressions armées contre les domiciles particuliers, 1.000 arrestations politiques, 300 dispersions de réunions publiques, la fermeture des foires et marchés dans 7 grands districts agricoles, la suppression de 25 journaux, le sac de 3 villes, l'assassinat de 10 citoyens ». Le *Times* du 20 octobre, écrivait : « Sir Homer Greenwood, secrétaire d'Etat pour l'Irlande, a fait connaître, que les agressions commises dans l'île contre les soldats et contre la police depuis le premier janvier 1920, n'ont pas coûté moins de 118 vies : 100 policemen et 18 soldats ont été tués ; 160 policemen et 66 soldats ont été blessés, 657 agressions ont eu lieu contre les casernes de police, et dans la plupart des cas, les baraques ont été détruites. Au cours des trois dernières semaines, les tribunaux militaires de l'Irlande, ont jugé 194 affaires et prononcé 150 condamnations. Le *Manchester Guardian* du 20 octobre écrivait : « Les évêques et les archevêques irlandais ont publié un appel, à propos des événements actuels. En voici les principaux passages : les violences de toutes sortes, pillages, incendies, meurtres s'accomplissent aujourd'hui. La vraie justice doit tout connaître et tout peser ; elle jugera les agressions innombrables et les arrestations commises dans l'ombre les condamnations sauvages de tribunaux qui ne méritent et n'inspirent aucune confiance, l'incendie des demeures, des marchés, des fabriques, des fermes, des maisons. Des insensés enivrés du vin qu'ils ont volé, détruisent l'industrie du pays qu'ils acheminent vers la misère et la faim. La force armée du roi assomme et tue de paisibles citoyens. On ne voit chez les autorités aucun désir de mettre un terme à ces actes, de les blâmer, ou même de les connaître pour en châtier les coupables. On ferme les yeux sur ces attentats. Ils sont inspirés, sinon organisés, non par des personnes obscures et irresponsables, mais par le gouvernement même de l'empire, par un gouvernement qui a osé invoquer l'idéal du droit et de la justice. »

Pourtant si l'on examine la question irlandaise

d'un point de vue objectif, on doit conclure, qu'il n'y a pas en Irlande de lutte de masses, de lutte populaire. Un communiste, bien informé de la situation d'Angleterre a attiré mon attention sur ce fait, que pendant la lutte acharnée de l'Irlande, l'île continue à ravitailler régulièrement l'Angleterre, que les régiments irlandais continuent à maintenir l'ordre aux Indes et ont même mérité des félicitations pour s'être héroïquement distingué en Mésopotamie. Serait-ce possible, si la lutte en Irlande était réellement une lutte de classe ou une lutte populaire ? Mais qu'est-elle si elle n'est pas cela ?

C'est surtout la lutte d'un petit groupe d'idéologues activement soutenus par une minorité de prolétaires, encore imprégnés de sentiments nationaux, et passivement soutenus par les masses paysannes. Les paysans ont encore conservé la vieille haine de l'Anglais, qui fut autrefois l'opresseur, et espèrent d'autre part, payer moins d'impôts dans une Irlande indépendante. Ces circonstances et aussi l'aspiration des intellectuels à une plus grande influence politique et une situation plus avantageuse, forment le fond de la révolution irlandaise. Nous ne devons donc pas nous laisser égarer, par la prose abondante, que lui consacrent les journaux anglais. Il ne s'agit pas d'une lutte de classes, ni d'une « révolution ». Et je serais même enclin à supposer, sans pouvoir, il est vrai, le prouver, que l'acuité de la situation en Irlande est consciemment accrue par le gouvernement anglais, et exagérée par la presse, pour distraire le prolétariat britannique des questions réellement révolutionnaires.

Ainsi, de profondes lézardes nous apparaissent dans la façade orgueilleuse de l'empire britannique. La suprématie coloniale de l'Angleterre sur ses colonies s'effondre. Les colonies cherchent à se créer une industrie et à pourvoir elles-mêmes à leurs besoins. L'Amérique et le Japon éliminent l'Angleterre des marchés avantageux. Presque toute l'Europe continentale est à biffer de sa liste de clients. L'Angleterre n'est plus le banquier du monde. Elle est même le débiteur de l'Amérique et des Etats neutres. Le lien économique, qui rattachait la périphérie de l'empire mondial anglais au centre s'est usé. Les îles Fidji n'ont plus besoin de la métropole et s'en détachent. Dans les colonies conquises, ce processus revêt la forme des insurrections nationales. L'Angleterre ne recevra plus chaque année une énorme quantité de marchandises, représentant les bénéfices de ses capitaux placés à l'étranger. La bourgeoisie anglaise ne pourra plus abandonner à ses ouvriers les miettes des richesses pillées dans l'univers. Elle ne pourra plus améliorer même lentement la condition de ses ouvriers, comme elle l'a toujours fait, pendant les dernières décades. Et ceci mettra un terme à l'éloignement des ouvriers anglais privilégiés du mouvement révolutionnaire.

Les ouvriers anglais deviennent rapidement révolutionnaires. Or, le début de la révolution en Angleterre, assurera la révolution dans le monde (1).

E. VARGA.

(1) Remarquons que la bourgeoisie anglaise cherche le salut dans l'augmentation de la population agricole. Lors des débats sur le bill agraire à la Chambre des Communes, Lloyd George a prononcé ces mots : « La sécurité sociale exige le renforcement de la classe paysanne, qui est la classe la plus saine et la plus calme de la population. »

La Question Polonaise et l'Internationale

La Pologne, avant-garde de la Révolution Européenne, contre la Russie du Tsar. La libération de la Pologne, tâche du prolétariat international, la Pologne, poste avancé de la contre-révolution capitaliste, contre la révolution ouvrière russe, foyer de la Révolution prolétarienne universelle. L'écrasement de la Pologne bourgeoise, tâche de la classe ouvrière internationale. Et, à la tête de la Pologne réactionnaire, Joseph Pilsudski, un des leaders du parti socialiste polonais, qui adhère à la 2^e Internationale. Cela ne vous paraît-il pas une série de paradoxes ? Non ! Ce sont simplement des étapes du développement historique des phases de la lutte du prolétariat pour son émancipation. Rien ne pourrait mieux donner une idée des étapes de ce développement, que le contraste des rôles de la question polonaise dans les trois époques du mouvement ouvrier, dont deux sont déjà du passé et la troisième de nos jours.

Par les discours et les articles qu'ont publiés Karl Marx et Frédéric Engels sur la question polonaise entre 1845 et l'œuvre d'Engels sur la politique extérieure du Tsarisme, parue en 1890, on peut juger malgré bien des hésitations de leur point de vue sur cette question de la manière suivante : à l'Occident le prolétariat prenait place dans les premiers rangs de la révolution bourgeoise, luttait pour la démocratie qui lui devait servir de moyen pour arriver à la Révolution prolétarienne.

Dans cette lutte il s'est heurté surtout à deux puissants ennemis. Premièrement : Le capitalisme anglais, despote du marché mondial sans la destruction duquel toutes les révolutions européennes sont vouées à l'échec, car il incarne la force la plus puissante du capitalisme. Deuxièmement, toute victoire en Europe occidentale était menacée par une deuxième puissance réactionnaire en Orient. Cette puissance, c'était la Russie tsariste et féodale qui, bien qu'à cette époque, sous l'influence du développement capitaliste elle commençât à se désagréger et ne puisât plus sa force que dans la rivalité des puissances capitalistes, n'en avait pas moins à sa disposition des millions de paysans abêtis qu'elle eût pu envoyer en Europe pour réprimer un mouvement révolutionnaire. En Occident, toute révolution pouvait de ce fait être noyée dans le sang par les troupes du tsar. La démocratie bourgeoise, de même que la naissante démocratie prolétarienne reconnaissaient que l'Europe, pour employer l'expression de Guillaume Liebknecht « serait ou républicaine, ou cosaque », car elle comprenait qu'entre la Révolution et la réaction tsariste, il ne pouvait y avoir qu'une lutte à vie ou à mort.

Cette lutte était une nécessité historique. Le partage de la Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, a transformé ces deux derniers complices de cet acte de brigandage en vassaux du

principal brigand. De peur de laisser échapper la proie, les deux puissances germaniques s'étaient livrées à la diplomatie du tsar, et étaient devenues les satrapes du tsarisme. Toute tentative des démocrates allemands de jeter bas ses propres despotes, se heurtait aussitôt à l'opposition de la diplomatie du tsar. La démocratie allemande était forcée d'avance de compter sérieusement avec le péril russe. Aussi, vaincre ce péril était devenu une des conditions de lutte contre sa propre bourgeoisie. De ce fait, il ne pouvait y avoir pour Marx et Engels qu'une seule politique : la lutte implacable contre le tsarisme. Pour cette lutte ils cherchaient des alliés. Et le seul peuple en lutte contre le tsarisme était la Pologne.

La lutte révolutionnaire en Pologne

Le partage de la Pologne ne devait pas mettre fin à sa lutte émancipatrice. « Les Polonais conspirent toujours », écrivait Mochnatzki, le brillant historien de la révolution de 1851. Quand leurs affaires vont mal, ils se révoltent contre le besoin. Ils se soulèvent, car ils ne peuvent pas vivre autrement. Quand leurs affaires vont bien, ils se révoltent, car ils peuvent se révolter. Dans tous les cas, ils se révoltent. »

En réalité, ce n'était pas le peuple polonais qui se révoltait, mais la partie mécontente de la noblesse, autrefois toute-puissante en Pologne, qui ne pouvait se faire à l'idée de la perte de l'indépendance du pays et à la perte de son autorité de classe. Cette partie était fortement séparée. Sous le drapeau de la lutte pour l'indépendance de la Pologne, les aristocrates se groupaient et comptaient davantage sur les démocrates de l'Europe capitaliste, que sur les révolutionnaires de l'Europe qui voulaient lier le sort de la Pologne à celui de la Révolution bourgeoise dans le reste de l'Europe, encore moitié féodale.

Sous ce drapeau luttèrent tout aussi bien tous les révolutionnaires honnêtes qui s'étaient pénétrés à l'étranger des fortes idées socialistes que ceux qui tentaient de transformer la lutte pour l'indépendance de la Pologne, en une lutte pour le socialisme. Marx et Engels avaient déclaré dans un manifeste communiste qu'ils soutiendraient toute fraction de polonais révoltés, qui aurait pour devise la révolution agraire. Cette fraction était loin de représenter la plus puissante partie des forces patriotiques. Mais il était clair que la mobilisation par la Pologne de forces suffisantes contre le tsarisme n'était possible qu'à la condition que les classes possédantes polonaises et, en premier lieu, la noblesse terrienne, fissent abandon de leurs privilèges féodaux, libérassent les paysans et les intéressassent à la lutte pour l'indépendance de la Pologne.

En soutenant cette partie de la noblesse polonaise, Marx et Engels espéraient pousser contre

la Russie du Tsar une véritable force révolutionnaire. L'indépendance de la Pologne était pour eux une revendication concrète, nécessitée par la situation historique ; c'était le but de la lutte au nom de laquelle le prolétariat international devait agir non seulement par pur emballement de peuples asservis, mais par l'intérêt concret de fonder en Orient contre la Russie du Tsar une force considérable qui dût constamment servir de rempart à la Révolution Européenne contre l'Orient barbare.

Toutes les tentatives d'insurrection de 1846, 1848, 1863 qui ont eu lieu du vivant de Marx, ont succombé moins sous la pression militaire de la Russie d'alors, que du fait que les espérances fondées sur une insurrection paysanne contre la Russie ne se sont pas réalisées.

La majeure partie de la noblesse était loin de songer à se départir de ses privilèges. La tragédie de l'histoire consiste dans le fait que la fraction la plus démocratique de la noblesse, la petite noblesse était la moins capable de renoncer à l'exploitation des paysans, car elle était la moins en état de remplacer l'exploitation capitaliste. Toute tentative de réforme agraire fondamentale se terminait en promesses tardives qui ne donnaient jamais rien de concret. Et c'est la raison qui faisait que pas une de ces tentatives ne pouvait faire naître le sentiment national des paysans, ou même simplement ébranler leur méfiance profondément enracinée contre leur bourreau : le seigneur. Toutes les révoltes polonaises se terminaient par de petites rencontres émanant d'une minorité insignifiante et dont le tsarisme venait facilement à bout. Et malgré cela, Marx et Engels se tenaient fermement à leur mot d'ordre. Après l'étouffement de la révolte de 1863, ils soulevaient constamment cette question dans les congrès de la Première Internationale, et faisaient toujours de nouvelles tentatives pour que la classe ouvrière européenne devint le champion de l'indépendance de la Pologne. Et ils ne lâchaient pas cette idée malgré la forte opposition du prolétariat français.

La lutte au sein de la Première internationale pour l'indépendance de la Pologne jette une lumière intéressante sur la façon dont ce problème a été posé par Marx et Engels. Les proudhoniens français étaient contre le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, contre le soutien de cette idée par le parti ouvrier pour la simple raison qu'ils étaient proudhoniens. Ils étaient adversaires de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et niaient la nécessité de tout Etat. Ils se représentaient le socialisme comme la victoire du prolétariat, qui, organisé en associations industrielles, transformerait la société capitaliste, en un certain nombre de communautés et de sociétés de production. Et ces sociétés liées entre elles par le libre échange industriel détruisaient le capitalisme. Adversaires de la lutte pour l'Etat prolétarien, ils étaient, cela va sans dire, les adversaires du soutien de la lutte pour l'indépendance de la Pologne, lutte qui, de plus, était menée par la noblesse polonaise.

D'autre part, Marx et Engels étaient placés devant le fait que Napoléon III avait également comme mot d'ordre la libération des nationalités. Marx et Engels pouvaient craindre que leur soutien de la Pologne ne facilitât la pénétration dans le prolétariat de l'idéologie mensongère bonapartiste. Mais Marx et Engels ont su brillamment contourner le danger menaçant et accomplir leur tâche contre les proudhoniens ; ils défendaient non

seulement la nécessité de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de l'état prolétarien comme moyen pour briser la résistance des capitalistes, mais encore la nécessité de la démocratie bourgeoise, comme base sur laquelle la classe ouvrière, qui n'avait pas d'autre possibilité de s'emparer immédiatement du pouvoir, s'organiserait dans le cadre national pour la lutte contre le capitalisme. De plus, ils ont su, de la manière la plus évidente, souligner la différence profonde entre leur point de vue et celui de Napoléon III, pour qui la libération des petites nationalités n'était qu'un jeu. Cela a été fait en premier lieu par Frédéric Engels, dans son article de « Commonwealth » le « Bien Commun » écrit en 1863. Il indiquait que la question ne consistait nullement à éveiller à la vie de l'Etat tous les fragments de différents petits peuples, qui se sont formés historiquement dans les cadres des grandes puissances, mais à en faire des Etats indépendants. Il traitait cette tendance de réactionnaire du fait qu'elle poursuivait le but de morceler de grands Etats capitalistes, qui portent en eux la culture contemporaine, et de les affaiblir à la face du tsarisme russe qui ne pouvait fonder ses espérances que sur la victoire des peuples réactionnaires. Engels indique que le prolétariat européen est concrètement intéressé à la fondation de l'Etat polonais, comme rempart contre la Russie du Tsar, et que le prolétariat doit tendre à fonder cet Etat dans les frontières de 1772, bien que les Polonais forment la minorité dans les limites indiquées. Engels va même jusqu'à donner à la Pologne Riga et Odessa, pour la transformer en une puissance de premier ordre.

Le mouvement ouvrier

Cette politique a pris fin en 1871. Dès cette époque cesse la période des révolutions bourgeoises en Europe occidentale. Après la formation de l'Empire allemand et de l'Italie libre, tous les espoirs de grandes révolutions dans les divers pays devinrent problématiques, du moins pour un avenir rapproché. La bourgeoisie, devenue conservatrice ne pense plus à lutter contre la Russie. La démocratie bourgeoise se meurt. Il ne reste plus comme révolutionnaire que la classe ouvrière et encore dans une faible proportion. Le développement des colonies anglaises, la baisse du prix du pain en Europe, grâce à la concurrence du marché américain, ont concouru à diminuer l'énergie du prolétariat anglais. Le parti ouvrier français ne se remet que lentement de ses défaites de 1871 et ce n'est que vers 1890 qu'il apparaît de nouveau sur l'arène de l'histoire, comme force politique. Toutefois, il ne se consacre tout d'abord qu'aux questions de politique intérieure et non extérieure. En Allemagne, en Autriche, le mouvement social-démocrate grandit aussitôt étouffé par la classe dominante ; il est d'esprit violemment révolutionnaire et tâche de suivre les traditions de l'Internationale, de se concentrer sur les grandes questions mondiales. C'est alors que, pour la première fois, Guillaume Liebknecht soulève la question de l'indépendance de la Pologne. Frédéric Engels publie sur cette question une forte analyse de la politique extérieure du tsarisme. Mais de grands changements se remarquent déjà dans la position de Frédéric Engels et de Liebknecht. Désormais, il leur faut compter avec deux faits : d'abord, que la Russie a cessé d'être une force contre-révolutionnaire homogène. La Russie de 1870 et de 1890 est déjà un foyer de révolution. Les conséquences de la réforme agraire russe, les sui-

tes de la guerre russo-turque de 1878, les succès du développement capitaliste ont amené à la fondation de la *Volonté du Peuple*, à la lutte de la classe intellectuelle russe contre le tsarisme, sous le drapeau du nationalisme. Cette lutte prend une telle envergure qu'il apparaît par moments que la classe intellectuelle russe réussira à porter un coup mortel au tsarisme.

En même temps, il devient de plus en plus évident que les Polonais ne savent pas que conspirer et préparer des révoltes, ce que d'ailleurs ils oublient bien vite pour devenir des maîtres dans l'art de fabriquer l'eau-de-vie et les produits textiles dont l'exportation en Russie les réconcilie avec leur sujétion à la Russie tsariste. C'est à ce moment que surgit le mouvement révolutionnaire polonais. Il cesse d'avoir un caractère de lutte pour l'indépendance de la Pologne et se transforme déjà en lutte pour le socialisme. De nouveau, Marx et Engels, dans leur message du 27 novembre 1880, adressé aux représentants du socialisme polonais, réunis à Genève à l'occasion du cinquantième anniversaire de la révolte polonaise de 1830, déclarent que le prolétariat polonais ne lutte pas pour les mêmes buts, au nom desquels s'était battue la noblesse polonaise. Dans ce message, nous voyons que Marx et Engels, tout en rendant justice aux grands mérites des révolutionnaires polonais issus de la noblesse, n'en cessent pas moins de mettre en avant le mot d'ordre de la lutte pour l'indépendance de la Pologne. Quand fut fondée en 1889 la II^e Internationale, le point de vue traditionnel, sur la question polonaise, a trouvé son expression dans la décision d'organiser une section spéciale polonaise, composée de délégués des trois parties de la Pologne c'est-à-dire de la Pologne autrichienne, allemande et russe.

Au cours des années suivantes, la scission dans le mouvement ouvrier polonais devait être provoquée par la question de l'indépendance de la Pologne. A ce sujet, les rapports des diverses fractions socialistes polonaises et de la II^e Internationale sur les désaccords de principes et de tactique, sont très caractéristiques.

Le mouvement ouvrier polonais a revêtu, en 1886, un caractère de soulèvement de classe. Une avalanche de puissantes grèves a poussé le prolétariat à prendre part à la vie sociale, et devant les socialistes s'est dressée la question des buts de la lutte. Le socialisme polonais est né sous le signe de la négation de la question nationale en général. Dans sa lutte contre toutes les formes d'idéologie bourgeoise, il a dû s'élever violemment contre l'idéologie du patriotisme bourgeois, contre le fétichisme patriotique. Et la tâche essentielle des premiers protagonistes du socialisme polonais fut de démasquer les patriotes polonais. Ce point de vue, purement négatif à l'égard du patriotisme, correspondait également au fait que le socialisme polonais, né sous le joug du tsarisme, comme mouvement illégal de la classe intellectuelle dans sa première phase, ne pouvait discerner, de même que le socialisme russe, les étapes de la lutte pour le but final du mouvement ouvrier. Ce but final, les premiers militants socialistes de Pologne se l'imaginaient comme le résultat d'une courte période d'organisation et de lutte révolutionnaire. Le miracle révolutionnaire devait faire passer le prolétariat de l'enfer du tsarisme dans le paradis socialiste. Toute étape semblait superflue et toute lutte pour la création d'un Etat bourgeois était à leurs yeux une trahison des intérêts du prolétariat. Cette opinion eut fait son

temps, dès que la leçon du mouvement en masse des ouvriers polonais eût démontré que le prolétariat, sur le chemin de la révolution, a besoin, dans la période d'organisation, d'être politiquement constitué comme classe et qu'il ne peut ni s'organiser, ni mener la lutte sans avoir conquis au préalable ses libertés politiques.

Les socialistes étaient placés devant la question du programme minimum, qui affirmait l'inévitabilité des étapes, et ils la devaient trancher dans une situation historique bien déterminée. Le trait caractéristique de cette situation historique était la coïncidence de l'élan du mouvement polonais avec la décadence du mouvement révolutionnaire russe. Pour parler brièvement, c'était l'époque qui suivit la grande défaite de la *Volonté du Peuple*, du nationalisme russe, et qui précéda l'apparition en Russie du mouvement ouvrier de masse qui a surgi de la grève générale des tisserands de Moscou en 1896. En même temps, la vie politique en Pologne se faisait plus vivante. Tandis que la noblesse polonaise et la bourgeoisie, après leur défaite de 1886, se lançaient simultanément à la poursuite du gain et du profit, renonçant à toute espèce de lutte politique, et vantaient hautement leur course à l'or comme un travail organique, nous assistons, par contre, vers 1863, à la résurrection de l'esprit patriotique et social-réformiste, dans une partie de la bourgeoisie polonaise. C'est alors que la petite bourgeoisie, fortement renforcée par les nobles ruinés, a fait son apparition sur la scène politique.

Le rôle de la petite bourgeoisie

La petite bourgeoisie, devenue plus mesquine encore sous l'influence du capitalisme et prise de plus en plus dans l'engrenage de l'histoire, avait tourné ses regards vers le passé, alors que le capitalisme n'avait pas acquis sa formidable puissance et qu'elle menait encore une vie relativement paisible. Ce passé, c'était l'indépendance de la Pologne.

Les yeux tournés vers le passé, la petite bourgeoisie n'a pas pu ne pas considérer les causes de la décadence de la Pologne et de l'impossibilité de sa renaissance. Elle en a rejeté toute la faute sur la noblesse polonaise, et elle a opposé à la politique aristocratique de celle-ci, la politique de la démocratie, la politique des réformes sociales. En tant que classe nombreuse et socialement persécutée, elle était profondément intéressée à voir ces réformes se réaliser. Aussi unissait-elle la volonté de rétablir la Pologne, à l'élan vers les réformes sociales, vers un socialisme de petite bourgeoisie. Du fait que la bourgeoisie polonaise était surtout allemande ou israélite, et que la noblesse (au dire des historiens bourgeois, qui mesurent l'histoire à leur aune) a joué dans l'histoire de la Pologne un rôle de traître, la petite bourgeoisie exigea la confiscation des biens de la noblesse et la remise des fabriques aux ouvriers, ce qui donna l'illusion d'une politique socialiste. Une partie des socialistes polonais n'a pas compris, n'a pas su discerner, dans les mots d'ordre socialistes, les éléments de leur caractère nationaliste et bourgeois. Elle a vu en eux des alliés dans la lutte pour la libération du prolétariat, qui devait remplacer les frères d'armes russes, les révolutionnaires russes.

Mais si la révolution russe s'était définitivement éteinte, comme l'affirmaient des socialistes polonais, il est clair que la lutte pour le socialisme, à laquelle le prolétariat aurait été en état de se préparer, ne pouvait être menée de front avec la révolution russe. Au contraire, elle ne pouvait

compter sur le succès qu'en séparant nettement la lutte de la classe ouvrière polonaise de la lutte de la petite bourgeoisie contre le tsarisme. Dans de telles conditions, c'était l'évidence même que l'enjeu de la lutte ne pouvait être que l'indépendance de la Pologne et non pas le renversement du tsarisme. D'ailleurs, la victoire de la démocratie en Russie était, aux yeux des représentants de cette fraction des socialistes polonais, la plus vaine des utopies. Ils déclaraient qu'au cas même où le tsarisme se verrait dans l'obligation d'accorder quelques réformes, il ne pouvait être tout au plus question que d'insuffisantes réformes libérales, sans garantie aucune contre les persécutions nationales. Ceux des socialistes polonais qui s'en tenaient à l'indépendance de la Pologne, fondèrent le Parti socialiste polonais. Les autres socialistes polonais répondirent à cette façon de poser la question en invoquant le silence de mort qui régnait en Russie. Et s'il était bien vrai que la révolution en Russie fût morte pour longtemps, dès lors, l'espoir de la conquête de l'indépendance de la Pologne ne devait plus être qu'une vaine illusion, car cette période d'accalmie eût donné au tsarisme assez de forces pour étouffer tout mouvement révolutionnaire en Pologne. Ces socialistes polonais, comme preuve de leurs assertions, attiraient l'attention sur la situation générale en Europe, pour démontrer l'improbabilité d'une modification quelque peu importante de la carte européenne avant qu'elle ne l'ait été par le prolétariat victorieux, conformément à ses intérêts.

C'était l'époque qui précéda l'apparition des tendances impérialistes de la bourgeoisie. La bourgeoisie européenne semblait incapable de courir les risques d'une guerre sur les champs de bataille de l'Europe pour modifier la carte européenne. Il eût été difficile de prévoir à cette époque que la tempête s'élèverait des centres coloniaux. La social-démocratie polonaise, en rejetant le mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, en tant que revendication prolétarienne, ne faisait pas que le nier en tant que mot d'ordre du prolétariat, mais croyait à une certaine stabilisation de la corrélation des forces des puissances, jusqu'à la révolution sociale. Au mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, elle a opposé celui de la lutte de tout le prolétariat russe pour la démocratie. Elle a tourné en ridicule le programme du Parti socialiste polonais qui entendait passer immédiatement du tsarisme à la dictature du prolétariat. Elle a fondé sa politique sur l'union du prolétariat russe et polonais et s'est efforcée d'amener ce dernier à la conclusion que, du moment qu'il n'y avait pas en Russie de mouvement ouvrier de masse, la tâche du prolétariat polonais devait consister à hâter, par sa lutte, l'éveil du prolétariat russe. Ce point de vue, obtenu par voie empirique, fut théoriquement fondé par Rosa Luxembour, qui rejetait en général tout rapport du prolétariat avec l'Etat national et tirait une réponse concrète du point de vue du développement de la Pologne. Rosa Luxembour a expliqué que la tâche de la bourgeoisie consiste à faire de l'Etat bourgeois un organe de sa souveraineté, tandis que la mission historique du prolétariat consiste à supprimer et non à fonder l'Etat capitaliste. Partout où le prolétariat existe comme force de masse, il est prouvé que dans cette sphère concrète, la bourgeoisie n'a nullement besoin d'un état national spécial pour l'exploitation et l'oppression du prolétariat en tant que classe.

L'existence du prolétariat et de la bourgeoisie, de ces deux classes modernes sur même terri-

toire qui, bien qu'appartenant à la même nationalité, ne forme pas un Etat national, les a amenés à poser cette question concrète : pourquoi donc la bourgeoisie polonaise a-t-elle renoncé à la lutte pour le socialisme ?

Dans une série de brillants travaux historiques, Rosa Luxembour a démontré comment la bourgeoisie polonaise, fondée sous l'égide du tsarisme, n'a pas trouvé dans ce dernier qu'un instrument de domination sur le prolétariat polonais, mais aussi d'expansion économique extérieure. La dépendance de l'industrie polonaise des marchés russes, selon l'expression de Rosa Luxembour, a été la corde qui a étranglé, dans la bourgeoisie polonaise, toute velléité de lutte pour l'Etat national.

Le mouvement ouvrier polonais et l'Internationale

Dans la lutte des deux tendances du mouvement ouvrier polonais qui a fait naître pendant la grande guerre l'épithète de social-patriote, les deux fractions du socialisme polonais ont tenté chacune de leur côté de gagner les bonnes grâces de l'Internationale.

D'un côté, les représentants du Parti socialiste polonais s'efforçaient de raviver les vieilles traditions de l'attitude de Karl Marx et de Frédéric Engels sur la question polonaise, trouvant un appui en premier lieu chez le détenteur de ces traditions, F. Engels.

D'un autre côté, Rosa Luxembour, dans les plus importantes revues du socialisme européen, tâchait de faire comprendre les changements qui se produisaient tant dans la situation internationale que polonaise, et qui empêchaient l'acceptation sans réserve du point de vue de Marx. Le désir de faire de la Pologne un rempart contre la Russie était une preuve de méfiance contre la force révolutionnaire du prolétariat russe qui s'éveillait; il était le résultat de l'ignorance du fait que le tsarisme, pendant les dix dernières années du siècle passé, n'était plus le pilier de la réaction mondiale, mais un mercenaire de la haute finance.

La II^e Internationale tâcha — et c'est ce qui démontre son caractère opportuniste — d'éviter de préciser sa position dans cette question en litige. En ce qui concerne la résolution proposée par le Parti socialiste polonais, faisant allusion à la conquête de l'indépendance de la Pologne selon la tradition marxiste, comme une des tâches les plus immédiates du prolétariat européen, le Congrès de Londres de la II^e Internationale, en 1896, déclare qu'il est à fond pour le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, que sa sympathie va aux travailleurs de tout pays qui gémit sous le joug du militarisme et du despotisme social ou autre. Il fait appel aux travailleurs de tous les pays pour qu'ils prennent place dans les rangs des prolétaires conscients du monde entier, pour vaincre le capital international et pour réaliser les buts de la social-démocratie internationale. La 2^e Internationale, dans cette résolution, n'a pas soufflé mot en ce qui concerne sa position à l'égard des questions litigieuses du socialisme polonais. Elle n'a pas osé faire de l'indépendance de la Pologne un but politique concret.

Elle ne l'a pas fait parce que la social-démocratie allemande, déjà à ce moment, ne voulait, en aucun cas, renoncer à défendre le butin polonais dont s'était emparé l'aigle prussien.

Même alors, les idées que les socialistes-démocrates allemands avaient sur les minorités nationales opprimées de l'Allemagne étaient d'ordre opportuniste et ils cherchaient à les voiler de

lieux communs sur les sympathies qu'ils nourrissent à l'égard des peuples opprimés. Si la 2^e Internationale a fait à cette date ressortir la nécessité de la solidarité du prolétariat dans sa lutte pour le socialisme, elle n'en a cependant tiré aucune conclusion sur l'inadmissibilité de la rupture du front commun prolétarien international par l'admission de divers programmes politiques dans les cadres d'un seul Etat. Elle a non seulement toléré l'œuvre désorganisatrice du parti socialiste polonais qui tendait en Pologne russe, et en Allemagne à éloigner les Polonais de leurs frères de classe, mais elle a poursuivi une campagne acharnée contre les social-démocrates russes et allemands qui les accusaient d'aspirations chauvines. Les social-démocrates allemands, qui jouaient un rôle prédominant dans la 2^e Internationale, n'ont pu soutenir une lutte systématique contre le nationalisme polonais, parce qu'ils savaient qu'il ne tenait qu'aux socialistes patriotes polonais de leur démontrer que le passé des social-patriotes allemands n'était pas meilleur que le leur. Aussi, la 2^e Internationale assistait-elle passivement à la lutte de tendances politiques au sein de la classe ouvrière polonaise, sans faire le moindre effort pour se créer une position politique indépendante. Seuls, les social-démocrates russes devaient tenter d'occuper une position bien déterminée, comme le prouve l'article du camarade Lénine, en date du 13 juillet 1903, paru dans l'organe central des social-démocrates révolutionnaires russes de cette époque.

Dans cet article, les social-démocrates russes déclaraient d'une façon catégorique, que le devoir de la classe ouvrière est de s'opposer à l'incorporation forcée de nations dans les cadres d'Etats étrangers. Sans détour, les social-démocrates russes reconnaissent le droit à chaque nation de se séparer de ses oppresseurs, ajoutant en même temps, que cela ne veut point dire que les partis ouvriers soient tenus, en présence de toute situation politique dans tout pays, d'y soutenir les tendances séparatistes. En refusant leur concours aux efforts de la bourgeoisie tendant au maintien des Etats spoliateurs, les partis ouvriers ne doivent appuyer activement les aspirations du peuple vers son indépendance que dans le cas où celles-ci correspondent parfaitement aux intérêts de la classe ouvrière. Quoi qu'il en soit, le devoir des ouvriers de tous les pays, oppresseurs ou opprimés, est de tendre vers la création du front commun prolétarien pour la lutte contre le capitalisme. Car, seule, la plus étroite union de toute la classe ouvrière, sans distinction de nationalités, peut assurer au prolétariat, dans sa lutte contre le capitalisme, la victoire décisive qui lui apportera la liberté nationale et l'émancipation sociale. L'article précité déclare ensuite que, dans la question polonaise, la classe possédante de la Pologne s'unit de plus en plus au tsarisme et renonce à la lutte pour l'indépendance. En même temps, l'article adoptait le point de vue de ceux qui signalaient le changement qui s'opérait dans la situation polonaise depuis que la classe ouvrière russe menaçait de plus en plus le tsarisme. L'article faisait aussi remarquer qu'il se peut créer une situation internationale où la bourgeoisie polonaise posera comme une revendication, l'indépendance de la Pologne, et dans ce cas, tout dépendra de la situation politique concrète qui se formera par suite de la classe ouvrière à l'égard de cette question. Ce point de vue de la social-démocratie russe lui a permis de faire de son côté la plus vive opposition à la politique d'oppression nationale du tsarisme et de gagner ainsi la confiance des ouvriers polonais. Dans nul pays, les rapports des social-démocrates du pays dominant à l'égard des masses ou-

vières polonaises n'étaient si étroits et si intimes qu'en Russie, où non seulement les marxistes polonais (la social-démocratie de la Pologne russe) constituaient une fraction du parti général russe, mais même les ouvriers contaminés de sentiments nationalistes par le parti socialiste polonais, créaient à tous moments critiques, un front commun avec la classe ouvrière russe. Mais, comme nous l'avons déjà dit, la 2^e Internationale ne pouvait adopter entièrement cette position, parce qu'elle exigeait une rupture définitive avec la bourgeoisie, ce qui était chose absolument impossible pour la 2^e Internationale, divisée par des tendances opportunistes. Si les social-démocrates russes ont pu agir ainsi, c'est parce qu'ils formaient dans leur majorité un parti révolutionnaire, et le fait que l'article précité fut écrit par Lénine dans l'*Iskra*, est très caractéristique.

La question litigieuse du mouvement polonais fut éprouvée au feu de la révolution et de la guerre impérialiste de 1914. La première révolution russe, celle de 1905, a montré la corrélation réelle des forces en Pologne : la classe ouvrière polonaise se joignit tout entière à la classe ouvrière russe et abandonna le parti socialiste polonais. A cette époque, la majeure partie des ouvriers polonais ont non seulement lutté pour la république démocratique russe, sous le drapeau de la social-démocratie de Pologne qui faisait partie de l'organisation social-démocrate russe, mais leurs masses très nombreuses, qui se trouvaient derrière le parti socialiste polonais, dans leur tendance instinctive vers l'union avec la classe ouvrière russe, poussaient de plus en plus ce parti vers la gauche et l'ont réduit à abandonner le mot d'ordre qui proclamait l'indépendance de la Pologne. Certains éléments du parti socialiste polonais, qui s'en tenaient encore à ce mot d'ordre formèrent un petit groupe de chefs sans troupes et organisèrent un parti indépendant. Mais ce parti prouva tout de suite, qu'il ne pouvait plus compter sur les ouvriers du fait qu'il avait substitué à la révolution en masse, qui était le seul moyen d'obtenir l'indépendance de la Pologne, nombre de petites organisations militaires révolutionnaires nouvellement constituées qui devaient, dans le cas d'une guerre mondiale, lutter pour l'indépendance de la Pologne, aux côtés de l'impérialisme allemand et autrichien. La faillite des social-patriotes polonais pendant la première période de la révolution conduisit à la formation des organisations défensives de Pilsudsky, présentement maréchal des troupes polonaises. La position qu'adopta alors la classe ouvrière fut la conséquence naturelle du fait que dans le processus du développement capitaliste avait fusionné l'économie nationale polonaise avec celle de la Russie et fait de la bourgeoisie polonaise une partie de la bourgeoisie russe, et de la classe ouvrière polonaise une partie de la classe ouvrière russe.

De ce fait, la Pologne ne comptait, au début de la guerre, parmi ses partis politiques aucune organisation dont le drapeau portât, comme devise, l'indépendance de la Pologne. Les classes aisées polonaises en Allemagne et en Autriche tendaient au renversement du tsarisme russe et à la réunion des vieux territoires polonais soit sous le sceptre des Habsbourgs, soit sous la forme d'un vaste Etat de l'Europe centrale, autrement dit sous la forme d'un trust capitaliste allemand. Les leaders de la bourgeoisie polonaise en Russie déclarèrent également que les Polonais veulent, tout en restant en contact plus ou moins étroit avec l'Etat russe, reconstituer le territoire de la Pologne. Se rendant parfaitement compte de la conjoncture politique internationale, ils déclarèrent qu'il n'y avait plus lieu de constituer de petits

Etats indépendants et que pareille politique ne correspondait plus aux intérêts de la bourgeoisie de ces petites nations. Il était évident qu'ils préféreraient participer au développement du capital, il est clair que la lutte pour le socialisme, à laquelle le prolétariat aurait été en état de se préparer, ne pouvait être menée de front avec la révolution russe. Au contraire, elle ne pouvait compter sur le succès qu'en séparant nettement la lutte de la classe ouvrière polonaise de la lutte de la petite bourgeoisie contre le tsarisme. Dans de telles conditions, c'était l'évidence même que l'enjeu de la lutte ne pouvait être que l'indépendance de la Pologne et non pas le renversement du tsarisme. D'ailleurs, la victoire de la démocratie en Russie était, aux yeux des représentants de cette fraction des socialistes polonais, la plus vaine des utopies. Ils déclaraient qu'au cas même où le tsarisme se verrait dans l'obligation d'accorder quelques réformes, il ne pouvait être tout au plus victorieux plutôt que rester confiné dans un petit Etat, sans accès direct sur les grandes voies mondiales. De son côté, la classe ouvrière des centres industriels de Pologne adoptait une ferme attitude antimilitariste. Elle protesta contre la guerre et, dès le début des hostilités, elle tenta, à Varsovie, de manifester contre la guerre.

Le parti socialiste polonais, qui avait pris parti, au nom de ses masses ouvrières, pour l'impérialisme allemand, trouva de la sympathie parmi les intellectuels polonais, mais non parmi les masses ouvrières. Ce parti a subi, dans cette guerre, une défaite irréparable. L'impérialisme allemand après avoir tiré tout le profit possible, le repoussa dédaigneusement et alla même jusqu'à jeter en prison son héros national Pilsudsky, chef des légions polonaises. La tentative du parti socialiste polonais de conquérir l'indépendance de la Pologne avec l'aide de l'impérialisme allemand, eut pour résultat l'occupation de la Pologne par les troupes allemandes et le complet asservissement du peuple polonais par l'impérialisme allemand qui devait l'émanciper. Les aventuriers polonais qui s'étaient jetés dans les bras de l'impérialisme allemand, n'en tirèrent qu'une seule conclusion : se jeter dans les bras de l'impérialisme français et anglais. Ainsi au bout de la troisième année de guerre, ils firent preuve à l'égard de cet impérialisme qu'ils considéraient comme le futur sauveur de la Pologne, d'autant de vénération qu'ils en avaient témoigné à l'impérialisme allemand durant la première année de guerre. La victoire de la révolution russe, ainsi que l'explosion révolutionnaire allemande, ont brisé les forces qui enchaînaient la Pologne depuis plus de cent ans.

La Troisième Internationale et la question polonaise

La Pologne est devenue indépendante. Et de ce fait, il se créa une conjoncture politique que Lénine avait prévue dans son article de 1903, où la bourgeoisie polonaise allait trouver intérêt dans l'indépendance de la Pologne. La révolution russe créa une menace pour la bourgeoisie polonaise qui ne pouvait défendre ses intérêts que dans le cadre d'un Etat indépendant et avec l'appui du capitalisme victorieux de l'Entente. Toutefois, elle ne renonça pas par là à mettre à profit l'impérialisme russe, de même qu'à l'exploitation du peuple qu'elle tenait sous son joug. Mais l'impérialisme russe mort, elle n'avait plus rien à espérer de celui-ci. En créant son indépendance, la bourgeoisie polonaise épousa les intérêts du prolétariat qu'elle avait défendus jusqu'alors dans les cadres de l'Etat impérialiste russe. Maintenant elle cherchait à devenir un parasite de l'impéria-

lisme de l'Entente. La France impérialiste qui a vaincu l'Allemagne avec le concours de ses alliés, et qui par les conditions de la paix voulait la crucifier, avait besoin d'un allié qui aurait une frontière commune avec l'Allemagne et qui aiderait le capital français à la maîtriser. Ce rôle fut dévolu à la Pologne. Aujourd'hui, la bourgeoisie polonaise vend au capital français ses ouvriers et soldats comme chair à canon, pour la guerre future contre l'Allemagne, tout comme le faisait auparavant le tsarisme russe. En récompense de ses services, elle ne reçoit pas d'emprunts, mais des canons et des munitions qui doivent lui servir pour l'oppression du prolétariat polonais. Si, lors de la formation de l'Etat républicain polonais, on entendait dire, dans certains milieux, que la politique des social-démocrates polonais, qui refusaient opiniâtrement de faire leur mot d'ordre de l'indépendance de la Pologne, avait été erronée, la politique de la bourgeoisie polonaise prouve maintenant au prolétariat combien les social-démocrates avaient raison quand ils lui disaient qu'il n'a aucun intérêt à lutter pour l'instauration d'une république bourgeoise indépendante qui ne pourrait être qu'une arme d'exploitation.

Mais cette position des social-démocrates polonais n'épuise nullement la question de l'attitude de la 3^e Internationale à l'égard de la Pologne. Il est évident pour tout le monde que la classe ouvrière polonaise doit lutter, par tous les moyens en son pouvoir, contre son gouvernement capitaliste et que la classe ouvrière internationale doit combattre de toutes ses forces la Pologne qui a pris les armes contre la Russie Soviétiste. Cependant, la question qui se pose devant nous est celle de l'attitude de l'Internationale Communiste à l'égard de l'indépendance de la Pologne au moment de la victoire de la classe ouvrière polonaise ou au moment de l'écrasement de l'armée blanche polonaise par l'armée rouge de la Russie soviétiste, à laquelle la criminelle agression de la Pologne a imposé la guerre. Mais cette question ne pourra pas provoquer de divergences de vue au sein de l'Internationale Communiste.

Le peuple polonais qui a supporté plus d'un siècle le joug d'une oppression nationale, manifeste naturellement de la défiance pour toute domination étrangère. Cette raison est suffisante pour que la 3^e Internationale se prononce clairement et nettement en faveur de l'indépendance de la Pologne. La classe ouvrière polonaise doit lutter maintenant pour la conquête de son propre pouvoir et non pour mettre la Pologne sous la tutelle d'un autre Etat quelconque. Aucun Etat prolétarien, tant la Russie Soviétiste que la future Allemagne prolétarienne, n'a d'intérêt à imposer au peuple polonais sa domination politique. Au contraire, l'une et l'autre sont intéressées à tout ce qui peut affermir la situation de la classe ouvrière polonaise le jour de sa victoire. Elles ont donc intérêt à dissiper la défiance nationaliste des masses de la petite bourgeoisie polonaise. Voilà pourquoi la République Soviétiste reconnaît ouvertement l'indépendance de la Pologne et c'est pour les mêmes raisons, que l'Internationale doit également adopter franchement et nettement une attitude analogue. La République Soviétiste a déclaré qu'en cas de victoire sur les hordes blanches polonaises elle ne songerait, en aucune circonstance à conquérir la Pologne et qu'elle reconnaîtrait sans réserve l'indépendance de la Pologne communiste. La Pologne indépendante pourra résoudre elle-même la question de ses relations avec la Russie et l'Allemagne Soviétiste, s'il en existe une à ce moment. Il va de soi que si la

bourgeoisie polonaise fait appel à l'appui de la bourgeoisie victorieuse de l'Europe occidentale, le prolétariat polonais fera appel aux Etats prolétariens victorieux, et plus le danger qui menace le prolétariat se fera grand, plus la désorganisation économique que le régime capitaliste lui aura léguée sera profonde, et plus les prolétariats de ces pays chercheront à s'entraider et à se soutenir mutuellement. L'attitude de la classe ouvrière polonaise au cours des longues années de lutte pour son émancipation sous le tsarisme et sous l'occupation militaire allemande, sa lutte contre la bourgeoisie polonaise dans les cadres de l'Etat indépendant polonais, tout cela est une preuve que, quelle que soient les grandes difficultés qui l'attendent au moment où elle aura conquis le pouvoir, le nationalisme étroit ne constituera jamais une menace ou un obstacle à l'action commune du prolétariat polonais et du prolétariat mondial.

L'Internationale avait pris fait et cause pour l'indépendance de la Pologne afin de l'utiliser comme rempart contre le tsarisme russe. Aujourd'hui, le centre de l'Internationale se trouve sur le territoire de la Russie révolutionnaire, et la Russie Soviétiste est en ce moment le cœur de la révolution prolétarienne universelle. La Pologne ne doit plus désormais servir à l'Internationale de rempart contre la Russie, mais d'un pont jeté de la Russie Soviétiste à l'Allemagne prolétarienne. Aujourd'hui, par suite des modifications qui se sont produites dans la situation internationale, l'indépendance de la Pologne n'a plus l'importance d'un rempart contre la Russie, pays de la révolution, qu'aux yeux du Capital Universel. Entre l'époque de la 1^{re} Internationale, qui avait considéré la Pologne comme un rempart dressé par la révolution bourgeoise contre les bords du tsarisme, et l'époque de la 3^e Internationale, arme de la révolution mondiale, qui réunira à travers la Pologne, ses avant-gardes aux armées du prolétariat occidental, se trouve celle de la 2^e Internationale, époque des phrases radicales et de l'absence complète de toute action, époque de lutte contre l'oppression nationale en paroles et de la coalition en fait avec la bourgeoisie qui incarnait cette oppression. En fait, l'Internationale communiste n'a rien de commun avec cette époque et quiconque voudrait rappeler à sa mémoire l'image de la 2^e Internationale, n'aurait qu'à jeter un coup d'œil sur la Pologne mourante où à la tête des armées combattantes contre la Russie et pour les intérêts de la contre-révolution mondiale se trouve Joseph Pilsudski, leader et idéologue du parti socialiste polonais et qui incarne, mieux que personne, l'esprit de la 2^e Internationale. Que l'époque de la 2^e Internationale expire, qu'elle soit vouée à la mort, c'est ce que prouve d'une façon éclatante la politique suivie par le parti socialiste polonais. Bien que la Pologne blanche fasse la guerre à la Russie Soviétiste sous les ordres du leader actuel du parti socialiste polonais, lequel se tient derrière son chef à tous les moments décisifs, sans l'oser critiquer; bien que l'armée blanche polonaise ne soit conduite et inspirée que par l'état-major des « Pilsudski » composé de membres du parti socialiste polonais, — ce parti n'a pas, malgré tout, le courage d'appuyer ouvertement la politique de son leader. Le parti soutient Pilsudski lors des votes parlementaires, il l'aide à voiler l'état de choses réel, mais, en face des masses ouvrières, il se voit forcé de combattre, bon gré mal gré, sa politique et de participer aux manifestations publiques en faveur de la paix.

La 2^e Internationale est morte: elle ne peut donner signe de vie qu'au moyen de manœuvres

frauduleuses, qui peuvent encore lui donner un semblant de vie, mais qui ne sont plus en état de lui rendre sa vitalité. La 3^e Internationale remplit son devoir non seulement par les manifestes et par ses résolutions, mais aussi dans la lutte de la classe ouvrière russe, dans les exploits héroïques de l'armée rouge, dans toute action des travailleurs anglais, français, autrichiens, italiens, allemands à l'égard de la Pologne blanche. Et le point de vue adopté par ces travailleurs quant à la question polonaise ne restera pas dans le domaine théorique, mais il acquerra bientôt une importance pratique considérable. Aujourd'hui l'Internationale est encore une organisation révolutionnaire illégale, mais elle sera demain l'union des Etats prolétariens. Et la Pologne, la Pologne des ouvriers et des prolétaires, la Pologne unie à la Russie Soviétiste et au prolétariat universel, deviendra membre de cette Internationale révolutionnaire, membre de l'union des Etats révolutionnaires.

KARL RADEK.



Bibliothèque
Communiste
PARIS
123, rue Montmartre

DRIDZO-LOSOWSKI. — <i>Le rôle des Syndicats russes dans la Révolution</i>	0 30
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
K. HORNER. — <i>Social-Démocratie et Communisme</i>	0 60
KERTIENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i> (en préparation).	
ROSA LUXEMBOURG. — <i>Lettre de la prison</i>	2 50
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i>	0 25
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale.. épuisé</i>	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks.. épuisé</i>	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i>	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
... <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
... <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
... <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25
... <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
... <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	épuisé
... <i>La Commune de Paris (préface de Zinoviev)</i>	5 "
... <i>Voyage en Russie rouge (album de 60 vues)</i>	4 "

La Vie Economique en Russie

Dans les Salines de l'Oural

Au fin fond de l'Oural, dans les districts du Nord de la province de Perm, se poursuit aujourd'hui un travail que doivent connaître les ouvriers et les paysans des Républiques Soviétistes.

Là-bas 3.000 ouvriers dans les conditions les plus douloureuses, privés de vêtements, de vivres, de logements, recueillent le sel produit plus indispensable encore, que le blé, car cette année s'il n'y a pas de sel il n'y aura pas de blé.

Ces 3.000 ouvriers accomplissent là-bas, à Oussolié, la grande œuvre de tous les ouvriers et de tous les paysans, et ils l'accomplissent à merveille, bien qu'ils soient mal approvisionnés en vêtements et en farine.

Mais ils ont admirablement conscience d'être les anneaux de la grande chaîne que forge aujourd'hui le prolétariat russe en silence. Sans même réclamer ce à quoi ils auraient droit, ils exécutent leur tâche. Ils savent trop bien qu'ils n'aboutiront à rien, si, en l'absence de pain et d'habits, ils se croisent les bras et disent : « Nous travaillerons quand il y aura du pain. »

Non, ils disent : « Nous travaillons pour qu'il y ait du pain. Si nous ne travaillons pas, nous resterons toujours sans pain. »

Et comment ils travaillent, les chiffres le montrent. Le Bureau Central des salines, sachant la situation difficile d'Oussolié et sachant qu'il y avait peu d'espoir de l'approvisionnement convenablement, avait dit : « Nous vous donnons comme tâche de recueillir en 1921 6 millions de pouds de sel. C'est beaucoup peut-être pour vous, vous devez tendre toutes forces, souffrir de la faim et travailler cependant, mais souvenez-vous que ces 6 millions de pouds sont nécessaires à la République pour qu'elle puisse recevoir du blé. Si vous donnez ces 6 millions les autres donneront aussi les leurs, et l'escarcelle commune recevra autant de sel qu'il en faut pour recevoir en échange du blé pour les ouvriers, et pour permettre à ces derniers de tisser des vêtements pour vous et pour les paysans. Votre tâche est lourde, mais beaucoup dépend de son accomplissement ». Les ouvriers d'Oussolié l'ont accomplie, ils ont même fait davantage. Chaque mois ils devaient donner 500.000 pouds de sel ; ils ont donné en janvier 612.000 pouds, en février 610, en mars 682. Ils ont dépassé leur programme de presque 20 %, et cela pendant l'hiver, manquant de chauffage chez eux, souffrant de la faim et du froid, sans attendre de récompense, parce qu'ils sont les vrais fils de la République soviétiste.

Au tableau d'honneur les vaillants enfants de l'Oural ! Ce sont eux qui travaillent réellement à la restauration de notre vie économique. Le Comité Central de la Fédération du Sous-Sol et le Bureau Central des Salines les inscriront au tableau d'honneur du front économique. Tous les travailleurs de Russie connaîtront leur exploit.

Mais ils n'ont pas fait que cela. Ils ont aussi pensé à l'avenir. Les salines travaillent au bois, donc sans bois pas de sel, sans sel pas de blé.

Le bois ne manquait pas, mais était loin des salines, et la débâcle menaçait de l'emporter, de le disperser à travers la Kama, et alors adieu bois, et sel, et blé !

Mauvaise affaire pensèrent-ils, de nulle part nul secours à atteindre. Les bureaux écrivent des papiers, et pas de résultat. Il reste peu de temps, mettons-nous à l'œuvre tant que la route de neige existe. Et, sans diminuer la production, ils firent ce qu'aucun Bureau pendant tout l'hiver n'avait réussi à faire : ils ramenèrent 30.000 stères de bois, toute la quantité nécessaire aux salines, sans se demander si quelque administration n'aurait pas dû le faire à leur place.

Ils ont mérité leur place au tableau d'honneur, les ouvriers héroïques des salines d'Oussolié.

N. KARINTSEV.

Revue économique de Turkestan en 1920

Au point de vue économique, le Turkestan est placé dans des conditions plus mauvaises que le reste de la Russie. La chose est compréhensible. Jusqu'en 1920 il a été coupé par les bandes de Koltchak et de Dougov des autres parties de la Fédération Soviétiste, d'où il recevait autrefois le combustible, les vivres et les produits manufacturés. La République du Turkestan a eu en outre à soutenir une lutte difficile contre les blancs sur son propre territoire et sans aucun secours de l'extérieur. Toutes ces circonstances n'ont pas manqué d'avoir de profondes conséquences sur la vie économique qui, en 1920, se trouvait réduite à un état critique.

Néanmoins le cours de cette année a apporté quelque amélioration, au moins en ce qui concerne l'agriculture. L'ensemble de la surface ensemencée, par rapport à 1919, a augmenté de 25 %, tout en restant cependant sensiblement inférieure à celle d'avant-guerre. L'augmentation s'est faite exclusivement au bénéfice des cultures de céréales et des plantes fourragères. Par contre les cultures industrielles ont continué à tomber : la surface semée en coton est réduite à 109.000 hectares, 5 % de l'ensemble de la surface ensemencée. En 1917 elle composait 15 % de cette surface.

L'élevage dans les steppes, qui était un des piliers de la vie économique au Turkestan, a subi une forte diminution. En 1919, le nombre des têtes de petit bétail atteignait environ 2 millions 1/2. En 1920 on a commencé à constater une lente amélioration. Presque partout le jeune bétail augmente progressivement.

Outre le coton, le Turkestan donne de la laine et de la soie. La récolte de laine a été assez satisfaisante : les achats de 1920 ont donné 236.000 pouds, de sorte que le programme a même été dépassé. Pour la soie au contraire, le Turkestan a dû se contenter de la graine locale et a été privé de tout apport de l'étranger. La récolte des cocons dans toutes les régions a dépassé quelque peu 15.000 pouds.

Au point de vue du combustible, l'année a commencé sous les plus tristes augures. Aucun apport du dehors. Les transports étaient presque paralysés. Mais au mois de mai commencèrent d'arriver par Krasnovodsk le naphthé de Bakou, et la crise s'est trouvée allégée. La consommation annuelle atteignait en temps de paix 22 millions de pouds de naphthé et 10 millions de houille. En 1920 le Turkestan a reçu près de 8 millions de pouds de naphthé et de mazout et 5.700.000 pouds de char-

bon de ses propres mines. Cette dernière quantité était insuffisante à couvrir tous les besoins, de sorte qu'on s'est efforcé de développer les exploitations de « Saxaoul » (sorte d'arbrisseau) et autres sortes de bois poussant dans le pays en quantité considérable. La production des mines en 1920 égale celle de 1914.

Depuis l'arrivée du naphthé de Bakou, les chemins de fer ont repris vie. D'autre part les autres espèces de combustibles sont devenues disponibles pour les autres besoins. L'état des chemins de fer au Turkestan est meilleur que dans le reste de la Russie. Le programme de réparation a été dépassé dans le second semestre de 1920, de 15 % pour les locomotives et de 53 % pour les wagons. Sur les 627 locomotives du réseau au 1^{er} janvier 1921, on en comptait 292 ou 46,5 % hors de service. La proportion est plus forte sur les réseaux de la Russie centrale.

L'industrie du cuir joue un rôle important au Turkestan. Elle n'a pas perdu cependant son caractère de petite industrie, et grâce à cela elle souffre moins que d'autres branches, plus concentrées, du manque de combustible. La matière première était fournie en abondance par le pays même, à l'exception des gros cuirs à semelles. De même les matériaux chimiques pour le tannage ont pu être trouvés sur place. Grâce à ces circonstances favorables et à la présence d'une main-d'œuvre suffisante, la production du Bureau Central du Cuir a été relativement élevée : 396.000 peaux, dont 29.500 de gros cuir, pendant l'année.

L'industrie chimique n'est pas sortie non plus du stade de la petite industrie. De nombreuses petites entreprises fondées par les Conseils locaux d'Economie Nationale ont permis de subvenir tant bien que mal au manque aigu de produits chimiques. En même temps on a entrepris la construction de plusieurs grandes fabriques chimiques sur lesquelles le Turkestan fonde de grandes espérances.

Au point de vue alimentaire l'année 1920 a apporté au Turkestan de lourdes épreuves. Le programme de rassemblement des blés, à la fin de l'année, n'avait encore été exécuté que dans la proportion de 18 %, et celui de rassemblement des fourrages dans celle de 25 1/2 %. Ces proportions étaient donc à cette date deux fois plus faibles qu'en Russie d'Europe. La conséquence a été une énorme difficulté d'approvisionnement de la population. Les coopératives, encore dans leur stade d'organisation, n'ont joué qu'un rôle infime.

La liaison économique entre le Turkestan et la Russie centrale s'est affermie au cours de 1920 et a pris un caractère plus normal. Dans toute l'année le Turkestan a expédié dans le centre 6.415 wagons de coton, ou environ 3.146.000 pouds. En 1918-19, il n'avait été expédié que 2.151 wagons, trois fois moins. Pour les autres substances textiles, le Turkestan a expédié 470.000 pouds de laine et 395.000 pouds de soie brute.

Il a fourni 662.000 pièces de cuir brut, principalement de petit détail. La valeur totale approximative des substances textiles et des peaux exportées par le Turkestan, au prix d'avant-guerre, s'élève à plus de 50 millions de roubles.

Les inventions en Russie

Le gouvernement prolétarien, attentif à tous les besoins de la vie quotidienne, s'efforce d'éveiller, d'encourager et de mener à réalisation les idées ingénieuses présentées par l'initiative des masses. La somme de ces perfectionnements plus ou moins

considérables, et dont quelques-uns constituent des inventions véritables et de haute valeur, apporte une contribution féconde à la renaissance et au développement de l'industrie et du progrès en général. La plupart de ces inventeurs sont des ouvriers qui arrivent au résultat en raisonnant simplement sur leur pratique. La presse se charge de faire connaître les inventions et les inventeurs, inciter les bureaux compétents à mettre en application les nouveaux procédés ; d'éveiller l'émulation. Le nombre de ces inventions croît de jour en jour. Parmi les dernières, il suffira de signaler à titre d'exemple les suivantes :

« *Simuraphon* ». Dernièrement à la réunion générale de la Société de radiologie, l'électricien Fédorov a présenté un procédé découvert par lui de téléphonie à distance variable en usant de simples fils télégraphiques de fer.

Cet appareil, nommé « *Simuraphon* », est applicable à la téléphonie sans fil et à des distances illimitées, en le combinant seulement avec un générateur à haute fréquence dont l'auteur a imaginé également un modèle qui remplace les lampes cathodiques employées d'ordinaire à cet effet, ainsi que les dynamos spéciales.

L'appareil peut être employé par n'importe quelle station de T.S.F. et ouvre des nouveaux horizons dans tout ce domaine.

Simplification du télégraphe. Comme on le sait, l'usage des appareils télégraphiques ordinaires réclame une longue pratique et par conséquent des spécialistes bien instruits. Un mécanicien, nommé Tiablinski, s'étant proposé de rendre l'emploi du télégraphe accessible à tous, a imaginé un appareil à touches sur lequel n'importe quelle personne sachant lire et écrire, sans aucune préparation, peut transmettre des télégrammes avec une rapidité dépassant même d'une fois et demie celle des meilleurs spécialistes.

L'invention a été approuvée et son auteur a été chargé de construire un premier appareil d'essai.

Nouveau moteur à vent. Le mécanicien Tsarev a présenté au Comité des Inventions du Conseil Supérieur d'Economie Nationale le modèle d'un moteur à vent d'une construction absolument originale et nouvelle. Les expériences ont montré le caractère pratique de cet appareil, qui utilise de la façon la plus avantageuse la puissance motrice du vent, dans les deux sens, horizontal et vertical.

Ce moteur est particulièrement précieux pour les campagnes de Russie, puisqu'il peut être adapté sans peine à n'importe quelle grange ou hangar de paysan. Mais il peut servir également, sous une forme plus ou moins agrandie, dans les petites stations électriques, dans la petite industrie, et d'une façon générale partout où on a besoin d'une force motrice domestique et d'importance moyenne.

Il est curieux de noter que les calculs se rapportant aux moteurs à vent demandent des évaluations mathématiques infiniment complexes et sur lesquelles les savants ne sont pas d'accord. Néanmoins l'inventeur a résolu le problème de la façon la plus simple en se guidant sur son instinct et son flair pratique.

La fabrique d'appareils de T. S. F.

La fabrique remonte à de longues années. Elle a été installée à Cronstadt en transformant un petit atelier d'expériences d'une usine électromécanique. Tout le travail s'y faisait sous la direction du professeur Popov, directeur de l'Institut électro-technique et véritable inventeur de la télégraphie sans fil.

Comme on le sait, ce fut cet ingénieur Popov qui réussit à construire le premier appareil de T.S.F. Mais le manque de ressources et la négligence du gouvernement tsariste et des entrepreneurs russes à l'égard des inventeurs nationaux ne permirent pas à Popov de faire les expériences nécessaires. Pendant ce temps Marconi, qui avait à sa disposition une grande fortune personnelle et jouissait de la protection du gouvernement italien, réalisa rapidement son invention et s'acquit toute la gloire.

En 1910 l'ancien atelier électro-mécanique fut transformé en fabrique d'appareils de T.S.F., et c'est elle qui jusqu'à ces derniers temps avait exécuté tous les travaux de fabrication et de réparation de ces appareils. Comme beaucoup d'entreprises russes, dès le début de la guerre, elle manqua de toutes sortes de matériaux jadis reçus exclusivement de l'étranger. C'est seulement aujourd'hui que grâce à l'esprit inventif et au zèle des ouvriers et du personnel technique on a réussi à apporter de nombreux perfectionnements à la construction des appareils de T.S.F.

La fabrique manquait presque entièrement de vis de cuivre. L'ouvrier Dronov, grâce à un perfectionnement extrêmement ingénieux, adapta une des machines à ce travail et aujourd'hui la fabrique produit ses propres vis.

Les condensateurs Maierovski, absolument nécessaires pour les appareils, étaient entièrement épuisés : la fabrique ne se découragea pas et découvrit un procédé infiniment simple. Du papier ordinaire, isolé par une solution chimique, et pressé en forme de briquettes, à l'intérieur desquelles on introduit la quantité nécessaire de feuilles d'étain, et sur les côtés on ménage des contacts de cuivre rouge. Ces condensateurs remplacèrent ceux de verre employés auparavant, qui étaient incommodes et trop fragiles.

L'absence d'ébonite obligea à se servir du produit nommé « bakalite », dont les qualités isolatrices sont infiniment supérieures.

Actuellement la fabrique poursuit une série d'expériences de téléphonie sans fil.

Le premier train-scierie

Remplacer les bras par la machine, telle est la devise de l'industrie contemporaine et de la Russie soviétiste. La mécanisation et l'électrification pénètrent tous les pores de notre outillage technique. Elles servent déjà partiellement à résoudre une de nos crises, celle du combustible. La hache et la scie mécaniques, d'une part, le chargement mécanique d'autre part, font entrer l'industrie du bois dans une voie nouvelle. Le procédé barbare qui consistait à fendre le bois à la main, et avec lequel 16 à 20 hommes expérimentés ne peuvent guère donner que 18 stères en 8 heures de travail, cède le terrain à la hache et à la scie mécaniques, qui permettent à 3 hommes seulement d'obtenir le même résultat. Ces machines sont mises en mouvement par l'électricité. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles leur usage est peu répandu dans les coupes de bois éloignées de tout centre possédant une installation électrique.

Pour parer à cet inconvénient Berkhin forme un train-scierie. C'est un ensemble de 8 scies, 4 haches, 12 transporteurs, placés sur des plate-formes; tous ces appareils, au lieu d'être construits en fer, le sont en bois. La machine à fendre le bois est composée de deux poteaux reliés entre eux avec une hache à double tranchant tournant à la vitesse de 200 tours à la minute et qui peut fendre les

bûches de toute grosseur. Le transporteur amène automatiquement le bois scié de la scie à la hache. Avec ce procédé 163 ouvriers donnent journellement, en 2 relèves, un millier de stères de bois tout préparé. Le train-scierie comporte en outre logement, réfectoire, ambulance, bibliothèque, dépôt, etc.

Il a fallu triompher d'innombrables difficultés, mais l'esprit d'invention et de constance du prolétariat a triomphé de tout. Le premier train-scierie est en construction dans un bâtiment à moitié détruit qui a été transformé en usine. Avec un acharnement incroyable on va rapidement au but : le jour, en l'absence d'énergie électrique, on a imaginé une transmissions à la main, et l'énergie musculaire remplace l'électricité : par exemple une perforuse est mise en communication avec un tour, et l'ouvrier en la mettant en mouvement fait en même temps marcher le tour. On se représente la dépense d'énergie qui est ainsi réclamée pour un travail de 9 heures du matin à 11 heures du soir et ce qu'il a fallu d'efforts et d'ingéniosité pour combiner cet outillage.

Certains ouvriers sont obligés après un pareil travail d'accomplir encore pour rentrer chez eux des promenades de 10 à 15 verstes. Il en est qui sont des étrangers ayant lié leur destinée à celle de la République prolétarienne et qui demeurent volontairement à ce poste de dévouement.

Finalement le courage a été récompensé. Une station électrique de 75 kilowatts a été montée, on s'est procuré une machine à vapeur du modèle de la marine, avec marche arrière, en enlevant l'hélice et en adaptant à la place un volant. Le reste du matériel, comme la chaudière, a été pris sur une locomotive. Il y a partout maintenant l'électricité et le chauffage à la vapeur. Ainsi a été construit et monté notre premier train-scierie.

IVAN.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre, PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges Dangon, imprimeur